K. Marx & F. Engels - sur les ouvriers, la science et la lutte

Contradiction Éditions

K. Marx & F. Engels

Sur les ouvriers, la science et la lutte



Introduction

Cette anthologie contient divers écrits de Marx et Engels sur: la question ouvrière, l'organisation et son programme.

Il s'agit de matériaux divers: chroniques des luttes ouvrières, conférences de propagande, matériel d'enquête et propagande politique. Ces écrits; (ainsi que l'ensemble de la production de Marx et Engels) révèlent un engagement actif dans l'organisation du mouvement ouvrier: la tentative de faire émerger un programme de classe basé sur le socialisme scientifique. Seul un regard superficiel peut les qualifier de textes sociologiques ou de simple activité journalistique d'analyse économico-politique[1] .

Les œuvres de Marx et d'Engels ne sont pas un texte sacré où tout est écrit. Elles sont, au contraire: une tentative de donner une explication scientifique et matérialiste à la lutte des classes et à la succession des différentes formes de production, qui ont accompagné l'histoire de l'espèce humaine. Le socialisme, donc, non pas comme une idée née de la tête d'un homme, mais comme une forme sociale supérieure nécessaire et possible pour l'espèce humaine.

Le capitalisme est un système vieilli. Malgré la stabilité qu'il a pu connaître après les différentes crises, il ne parvient pas à arrêter les contradictions inhérentes au système lui-même. Les qualités progressistes et intégratrices du capitalisme sont aujourd'hui remises en question par de nombreux secteurs de la bourgeoisie elle-

même; effrayés par la fracture sociale qui se manifeste. Les déclarations des différents secteurs de la bourgeoisie éclairée et des secteurs religieux concernant le revenu social vont dans ce sens. Effrayés par le fossé social qui s'ouvre, ils tentent de réintroduire des formes d'harmonie sociale, où le citoyen, et non le travailleur, est mis au centre.

Le revenu de citoyenneté (i.e. revenu universel) est réclamé par des personnalités inter-classistes comme une mesure réformiste pour tous les citoyens. Tandis que le salaire des chômeurs, mot d'ordre classiste, est un objectif de lutte des seuls prolétaires; pour leurs camarades qui restent au chômage. Le revenu de citoyenneté, qui comme le salaire des chômeurs n'est pas en soi impossible à atteindre, est théorisé sur la base du principe des Lumières selon lequel chaque individu doit participer à une part minimale de la propriété générale de son pays. Par contre le salaire des chômeurs est un salaire. En effet, socialement, il est inévitable qu'il y ait une réflexion sur la valeur de la force de travail; seulement, cette valeur n'est pas calculable selon un quelconque critère comptable mais selon les rapports de forces exercés par la lutte de classe et ses oscillations.

La polarisation entre les zones de la planète (amplifiée dans la phase impérialiste) déborde aussi dans les métropoles, à travers des masses de prolétaires dé-intégrés. Cette population, considérée comme hors de la "société civile", participe néanmoins à la réalisation de la valeur, à travers le travail (précaire, flexible, etc.). Il s'agit là d'une re-proposition moderne des classes dangereuses. Une classe dont la quantité commence à déterminer la

qualité de sa force, en relation avec le rapport de force avec les structures répressives des métropoles.

Ces années-ci, nous assistons à une militarisation forcée du territoire et de la vie sociale. Les déclarations des généraux de l'armée française qui ont mis en garde contre le potentiel de guerre civile en France; sont la pointe de l'iceberg d'une ligne précise de la bourgeoisie impérialiste. Rappelons toutefois que la démocratie est la meilleure coquille de l'impérialisme; il est donc clair que ces tendances doivent être harmonisées au sein des structures étatiques et politiques actuelles. Ce n'est pas un hasard si, immédiatement après les déclarations des militaires, une chasse aux "fascistes" a été lancée par le commandement central des forces armées.

Lire ou relire ces matériaux de Marx et Engels est utile pour lutter contre toutes les fausses solutions comme celles citées ci-dessus. Ce sont en réalité d'anciennes solutions, qui ne remettent évidemment jamais en cause les rapports de classe dans la société!

Le développement de la classe ouvrière

Plusieurs centres de recherche ont signalé qu'en France[2] (et ce chiffre peut être étendu à l'ensemble de l'Europe occidentale), il y a plus de cadres que d'ouvriers[3] . Ce fait est en corrélation avec à la diminution constante du travail industriel et la raison d'une baisse drastique de la syndicalisation en Europe. Ces trois données sont interconnectées. Examinons ces trois aspects en détail:

1) Nous avons une augmentation de la prolétarisation; c'est-à-dire des masses énormes de travail incorporées dans le travail salarié avec des bas salaires. Les travailleurs sont rendus moins en moins qualifiés, et cela est associé au machinisme et à des niveaux supérieurs de division du travail qui déqualifie ceux-ci encore plus. Évidemment, cette tendance ne fait pas disparaître les classes moyennes ou l'aristocratie ouvrière, mais elle dynamise l'ordre social actuel et les mouvements qui y sont liés. Des tendances telles que le protectionnisme, le localisme et le populisme lui-même, sont les filles de cette dynamique.

En outre, les statistiques de l'INSEE qui montrent une diminution du nombre "d'ouvriers"; n'incluent pas dans les statistiques actuelles toute une série d'emplois, tels que ceux liés au secteur des services. La fin de la classe ouvrière industrielle reste un conte de fées. La plupart de ce qui a été écrit à ce sujet a été utilisé pour attaquer les conditions des cols bleus. D'un point de vue purement statistique, la classe ouvrière industrielle a augmenté dans

le monde entier; mais il est évident que les changements dans la production rendent ce secteur plus petit en proportion de la masse des salariés. Cela ne signifie toutefois pas que la masse des travailleurs qui connaissent le travail salarié et une organisation du travail conforme au modèle industriel a diminué. En fait, jamais nous n’avons eu autant de masses de travailleurs salariés. Ainsi, nous constatons que les managers deviennent aussi des travailleurs salariés.

2) Le chômage est un phénomène structurel du capitalisme. La diminution du nombre de travailleurs, due à l'introduction du machinisme, au développement de la finance, et au transfert des sites de production vers d'autres pays (diminution des salaires); nous présente un tableau lié à la dynamique impérialiste et donc, à ses arrangements non harmonieux. La réindustrialisation éventuelle de l'Europe et des États-Unis ne permettrait pas, en tout état de cause, de combler le déficit entre les nouveaux emplois et le chômage. Même dans le contexte d'une reprise économique, avec l'émergence de nouveaux emplois, une augmentation du chômage ne serait pas empêchée.

3) La baisse drastique de la syndicalisation est le résultat (outre les deux premiers points), du mécanisme même de l'impérialisme; à savoir l'intégration du syndicat dans l'État. Aujourd'hui, dans tous les pays impérialistes, les syndicats sont reconnus et participent à la vie économique et productive; co-gérant les secteurs productifs et financiers[4] L'idée d'être autonome et de lutter contre son propre gouvernement, sa propre nation, équivaut aujourd'hui à être considéré comme des traîtres, voire des "terroristes". Un autre facteur qui influe sur la baisse du

taux de syndicalisation est la réticence des syndicats à affronter et à organiser la masse actuelle de travailleurs précaires.

En ce qui concerne la question syndicale et l'utilisation de la forme syndicale par les travailleurs, réaffirmer sa centralité ne signifie pas nier ses modifications et ses contradictions: Dans une phase d'intégration, cette structure trouve le soutien direct de nombreux secteurs de la bourgeoisie. Parallèlement, les mécanismes contradictoires du capitalisme impérialiste mettent en marche une dynamique de dé-intégration. La forme syndicale est considérée comme un obstacle par rapport à la rapidité des mécanismes économiques requis. Elle n'est maintenue en vie qu'en ce qui concerne le contrôle qu'elle peut exercer sur l'insurrection prolétarienne et la capacité à normaliser le conflit, mais seulement dans certains secteurs. Cette dynamique explique la séparation verticale entre certaines catégories de travail et les masses précaires[5] .

Or, la forme syndicale (même intégrée à l'État) reste toujours une association économique, et donc invariablement liée aux rapports de force entre les classes; qui produit même quand elle ne le veut pas la lutte des classes.

Dans les écrits que nous présentons, l'accent est mis sur deux questions: la dimension territoriale et l'internationalisme.

La première est liée à l'équilibre qui existe entre le niveau territorial et le niveau de l'entreprise dans l'action de la structure syndicale.

Ces deux niveaux qui ne sont pas en opposition, mais doivent plutôt interagir. Il est nécessaire de concevoir le travail syndical non seulement du point de vue des catégories, mais en observant la classe et sa dynamique dans son ensemble. Les Unions Locales et les Bourses de Travail sont donc appelées à jouer un rôle plus central que les syndicats eux-mêmes.

Il y a un retard dans la capacité à organiser les syndicats et à stocker les nouvelles recrues; le retard au niveau territorial est une des clés pour expliquer cela. Le syndicalisme moderne lui-même, au tournant des XIXe et XXe siècles, est passé d'une organisation par corporations à une organisation par industrie. Ce passage (fortement accéléré dans le mouvement ouvrier américain) a redessiné la structure organisationnelle du syndicalisme moderne.

Aujourd'hui, nous vivons un nouveau changement. Considérons la masse actuelle de travailleurs précaires et leur mobilité: le rôle d'une organisation syndicale territoriale stable, capable d'intervenir et de les connecter, devient encore plus central afin de briser le mécanisme de solitude, de défaite et de résignation qui traverse aujourd'hui les principaux secteurs du mouvement des travailleurs. La même concentration urbaine est une concentration de masses de prolétaires métropolitains qui passent de la condition d'armée active à celle d'armée de réserve de travail. Aujourd'hui, la concentration métropolitaine se produit simultanément à l'échelle

mondiale et redessine rapidement les structures de classe sur tous les continents. Il suffit de penser au processus vertigineux d'urbanisation qui balaie l'Asie et l'Afrique.

Le deuxième aspect qui ressort de ces écrits est la dimension internationale du travail et la réponse nécessaire des organisations de classe.

Aujourd'hui, le développement de l'impérialisme a fait que le monde est devenu plus petit. La bataille pour l'internationalisme devient donc une nécessité vitale pour la classe ouvrière pour lutter contre les mécanismes de compétition que le capitalisme utilise pour les diviser. L'internationalisme signifie une organisation internationale; ainsi, des connexions qui dépassent le cadre national; qui s'élèvent au même niveau que le niveau international actuel de l'organisation du travail capitaliste, et qui sont donc capables de défier les chaînes internationales. Il s'agit d'un champ de bataille primaire, car la guerre actuelle entre les pauvres est poussée à l'exagération par toutes les forces bourgeoises, tant sous la forme du racisme direct que de l'antiracisme démocratique. Il est clair que lorsque nous parlons de la bataille pour l'internationalisme, cela ne signifie pas aplanir la réalité. L'impérialisme se développe toujours de manière inégale, et cela agit comme un caractère modificateur de la lutte des classes. Identifier des invariants dans le développement capitaliste et l'impérialisme ne signifie pas nier l'action de multiples facteurs qui modifient les classes (dans leurs différentes nuances et positionnements): la structure des États, la relation entre centre et périphérie, les mécanismes colonialistes liés au passé et au présent, le poids des aristocraties ouvrières respectives et les formes dans lesquelles se développe l'opportunisme.

La propagande anti-ouvrière (comme à l'époque de Marx et d'Engels) produit actuellement deux approches opposées mais spéculaires:

Nous avons ceux qui se proclament défenseurs de leur territoire, de leur identité culturelle pour en arriver à se placer sur le même terrain que la droite classique contre des secteurs du prolétariat urbain dé-intégré. On peut voir à ce propos les tentatives du PCF de paraître plus royaliste que le roi par rapport au problème de la sécurité en réclamant plus de police et de force à l'État. Cela revient à se déclarer en faveur de l'État bourgeois dans la guerre de son front intérieur contre les prolétaires des métropoles. Face à la violence policière dans les quartiers: la réponse est plus de police.

D'autre part, nous avons une gauche incapable de se donner un point de vue de classe. Qui court après des formes de multiculturalisme et d'illuminisme bourgeois. Où, au nom de la défense de la culture; on fait l'hypothèse de formes précapitalistes en les faisant passer pour des voies "mystiques" de libération. Tout cela sans mettre au centre ce que sont les rapports de production et les relations sociales qui leur sont liées[6] .

Ces deux approches sont antithétiques à un programme de classe, et sont liées à des secteurs associés à l'aristocratie ouvrière et de la classe moyenne; qui représentent la base sociale où se développe l'opportunisme.

Les mains calleuses et les talons aiguilles

La précarité contractuelle est la fille de la production flexible et met en évidence les limites mêmes du système capitaliste, de plus en plus drogué et schizophrène.

Ils ont déclaré dans les journaux, pour la millionième fois, que la classe ouvrière n'existe plus et que le marxisme est donc mort. De gauche comme de droite, les apologistes du capital se réjouissent de cette nouvelle et les populistes commencent à paniquer. Nous allons à présent examiner un extrême de chaque cas: un populisme (de gauche et de droite) qui s'accroche désespérément à une idée mythique de la classe ouvrière, et les apologistes du capital qui, contre toute évidence, nient son existence. Bien que nous utilisions des exemples extrêmes à des fins d'illustration, des formes plus subtiles de ces tendances se retrouvent dans la politique actuelle.

Le premier qui, face à tout cela, exalte le rôle de l'ouvrier-producteur. Une sorte de néo-ouvriérisme, qui exalte les qualités morales de l'ouvrier (même dans la culture underground il y a ce genre d'approche; il suffit de penser au phénomène des 'skinheads' qui traverse la droite comme la gauche). Qui revendique cette approche, se retrouve à défendre un nationalisme de gauche pas mal dissimulé où les traits chauvins sont de plus en plus évidents. Quand on parle de patriotisme, de fierté productive, cela tombe toujours sur les secteurs prolétaires sans

réserves.L'Ouvriérisme n'a jamais été socialisme scientifique![7]

Il peut inclure une exaltation de l'aspect physique, de l'esthétique du travailleur: musclé et viril, et les femmes sont réduites à des mères. Ou bien le travailleur est pensé comme un sujet social doté magiquement d'une nouvelle humanité; ce qui renvoie aux vieux mythes du socialisme utopique.

Nous avons également un phénomène curieux; l'exaltation de l'action physique et de la force représentée (les marches cadencées, les défilés, l'allure paramilitaire, etc.). Tout est utilisé comme une réponse au laxisme de la gauche opportuniste. S'il est positif de réagir contre la gauche opportuniste, il est réactionnaire de proposer des formes d'exaltation physique-musculaire. Les soins corporels et l'exercice physique sont aussi nécessaires à l'hygiène du corps que le bain et une alimentation saine. La violence dans la lutte des classes n'est pas un acte musculaire mais une capacité militaire. C'est-à-dire la capacité d'accumuler de l'expérience et des compétences dans l'art de la guerre, qui ne se réduit certainement pas à donner des coups de poing. Pire encore, les reproductions esthétiques des mythes: l'autodéfense, la guérilla, la guerre populaire et l'insurrection sont des aspects de la tactique et de la stratégie communistes mais n'ont rien à voir avec des singeries carnavalesques. La propagande peut représenter ces formes; mais elle ne peut pas les remplacer.

La deuxième tendance examinée celle du point de vue des liquidationnistes: c'est-à-dire ceux qui considèrent le prolétariat et la lutte de classe elle-même; au mieux,

comme une des nombreuses formes de lutte de l'humanité à mettre au même plan que les luttes: des races, des femmes, des gays, des défenseurs des animaux, des végétariens etc. Ils cherchent des groupes dans lesquels ils peuvent se reconnaître, mais ne remettent jamais, au grand jamais, en question les rapports de classe!

Il est évident que dans la lutte des classes jouent plusieurs facteurs. Ceci est liés au développement contradictoire et multiforme du capitalisme. Nier la discrimination raciale, sexuelle, ou les problèmes générationnels, c'est nier la réalité. Il est clair que la femme, dans de nombreux cas, part de sa propre condition pour émerger, la “doublement exploitée” comme l'écrivait Engels: prolétaire par rapport au bourgeois et prolétaire par rapport à l'homme au sein d'un monde masculin. De même on retrouve la même chose dans le problème racial ou générationnel. Il est complètement illusoire de penser que sans une réelle participation des femmes, des personnes racisées et des jeunes, nous pouvons assumer la perspective de la lutte pour le socialisme. L'étalon de mesure de l'efficacité des actions collectives est précisément, dans de nombreux cas, une participation massive de ces secteurs[8] . Ces contradictions agissent comme un accélérateur inflammable pour la lutte des classes (générationnelle, raciale, sexuelle).

Cependant tous ces ensembles: génération, race, sexe, sont traversés par la stratification des classes, ce qui ramène inévitablement la lutte des classes au centre, il est donc illusoire sinon opportuniste de les considérer comme des ensembles fermés.

Les liquidationnistes ne voient la classe uniquement comme une masse amorphe, souvent sous la catégorie des "pauvres". Les travailleurs sont vus comme une masse de consommateurs de besoins nouveaux et toujours plus clinquants, au sein d'un mode de production: le mode capitaliste, qu'ils considèrent comme immuable et éternel. Ils oublient que le mode de production capitaliste ne peut pas continuer à exister sans augmenter continuellement la masse des biens produits et vendus. Par conséquent, elle ne peut pas continuer à exister sans une augmentation continue du capital.

La croissance du capital n'a rien à voir avec ce qui pourrait sembler être une tendance humaine évidente: l'amélioration des conditions d'existence de chacun, avec de moins en moins d'efforts, de souffrances et de tourments. Cela est dû au fait que la population croît moins que la masse des produits et des moyens de production (c'est-à-dire des forces productives de la société en général). Il est nécessaire que cette masse de produits soit transformée en une nouvelle consommation, dont la nature est absolument secondaire par rapport à l'exigence fondamentale de l'accumulation du capital. Les mêmes niveaux de vie élevés atteints par de larges couches de la population ouvrière dans les pays industriellement avancés, peuvent devenir préjudiciables à l'expansion capitaliste. En fait, le maintien de ces niveaux dans des conditions de rentabilité décroissante exige une augmentation continue de la production non rentable. Cela implique à son tour la nécessité d'augmenter continuellement la productivité du travail; ce qui, dans les conditions actuelles, signifie une augmentation continue du chômage. La nécessité de subvenir aux besoins des chômeurs crée également une charge de dépenses qui, ajoutée à toutes les autres dépenses à des fins "d'opulence", mettra tôt ou tard à rude

épreuve les capacités économiques et techniques les plus voyantes.

Cela ne veut pas dire que l'opulence nourrit la révolution; mais seulement qu'il n'est nullement besoin d'un appauvrissement absolu pour produire des sentiments révolutionnaires. Il n'est pas nécessaire de réduire les gens à la misère pour qu'ils commencent à se rebeller. La rébellion peut survenir dès que le niveau de vie habituel est profondément affecté ou que l'accès au niveau de vie considéré comme adéquat est empêché. Ceux qui disposent de réserves économiques supportent difficilement les privations et s'attachent avec ténacité à leur niveau de vie habituel. En ce sens, la perte partielle de l'opulence généralisée peut suffire à détruire le consensus existant[9] .

Ces deux approches ci-dessus sont renforcées parce que nous vivons dans la phase impérialiste: d'une part toutes les contradictions du capitalisme se manifestent, mais d'autre part ses instruments deviennent plus efficaces et sournois; il suffit de penser à l'utilisation massive de la démocratie comme meilleur contenant pour l'impérialisme.

L'imperialisme

Lénine a identifié l'impérialisme comme le stade final du capitalisme, caractérisé par la tendance à la concentration dans le domaine de la production, de marchandises et en particulier, par la concentration financière sur le marché des capital[10] . La tendance à une concentration continue du capital et à la centralisation financière est donc, une tendance intrinsèque du mode de production capitaliste lui-même. Les caractéristiques fondamentales de l'impérialisme sont celles d'un système basé sur le pouvoir économique du capital financier; compris comme une phase historique du capitalisme. Ces caractéristiques ne sont pas un accident, mais découlent des fondements mêmes du mode de production capitaliste. Elles sont donc une nécessité économique du capitalisme. Ici on note qu'à côté il n'y a pas d'opposition entre production et finance mais une intégration des deux dynamiques.

La valeur dans cette société ne provient que de l'extraction de la plus-value du travail vivant: c'est-à-dire que la valeur nécessaire à la reproduction d'un travailleur est inférieure à la valeur produite par le travail du travailleur lui-même (pendant un certain nombre d'heures). Cela signifie que le capital ne pourra jamais renoncer au travail humain; simplement parce que la plus-value ne peut pas être extraite d'une machine. C'est ici que se trouve l'une des contradictions du capital: il doit introduire des machines pour augmenter la production; mais il ne peut les introduire au-delà d'une certaine limite, car sinon la source de profit serait réduite de manière drastique; tout comme la poussée financière du capital augmenterait de plus en plus. L'énorme masse de capital placée dans la finance est

l'emblème d'un capitalisme vieilli qui accentue ses traits parasitaires envers la planète elle-même.

En ce qui concerne les crises financières et leurs répercussions sur les crises économiques dans la sphère de la production, les considérations suivantes peuvent être faites:

Jusqu'à la crise des années 30, l'État n'avait pas de tâches importantes en matière économique et financière. Du moins de manière directe, car ce sont les banques qui ont assuré la fonction de contrôle du crédit, et donc celle du contrôle de toute l'activité productive. Dans cette période, l'État, seulement indirectement et par le biais du contrôle opéré sur les banques, était capable de contrôler et de discipliner l'activité productive. Ceci se produit dans presque tous les pays occidentaux depuis le début des années 1900, comme le note également Lénine dans L'impérialisme.

L'école économique dominante de cette époque était l'école néoclassique. Il a été définie par Marx comme "vulgaire" simplement parce qu'elle ne savait pas aller au-delà de l'apparence des quantités monétaires. Cette école a considéré que quel que soit le niveau de l'épargne, celle-ci trouverait toujours un investissement productif. Les opérateurs n'avaient donc pas à craindre du tout l'hypothèse d'une crise générale du système économique.

Au contraire, le déclenchement soudain de crise (lorsque le système économique a atteint un certain degré de développement de sa capacité productive) se traduit

précisément par la nécessité de procéder à une dévaluation décisive du capital (si les autres contre-tendances, y compris le "krach boursier", ne sont pas suffisantes). Dans le cas où cette dévaluation ne suffirait pas, la destruction du capital constant réussirait à induire une augmentation providentielle du taux de profit moyen. C'est ce qui s'est passé dans l'entre-deux-guerres, de 1929 à 1939.

Aujourd'hui, le lien entre les phénomènes financiers et productifs est profondément modifié. Plus que l'utilisation des capitaux financiers en titres boursiers; ce sont les investissements massifs en devises et en transferts gigantesques de capitaux - d'un bout à l'autre du monde en un clin d'œil - qui représentent le fait le plus pertinent de la finance mondiale actuelle. Ceci exprime un lien beaucoup plus direct entre la finance et l'État et donc, entre une éventuelle crise financière et une crise politico-militaire. Ce fait très pertinent montre une tendance qui pourrait transformer une crise purement économique en une crise sociale et politique. C'est-à-dire, en tant qu'elle apporte immédiatement le refus du consensus social aux structures politiques des États.

Une autre donnée à prendre en compte (liée à la phase impérialiste) est la dialectique du développement capitaliste qui amène la soumission réelle à intégrer la soumission formelle du travail au capital[11] . Le capital accroît le développement des forces productives sociales par l'augmentation de la production et de sa plus-value relative. Une exploitation plus intense de la force de travail, sans toutefois augmenter le nombre d'heures de travail par exemple; augmenterait la plus-value relative. Cette exploitation plus intense à son tour est possible grâce à l'introduction de techniques de travail ou d'innovations

technologiques qui permettent, pour un même nombre d'heures de travail, une augmentation du volume productif. C'est-à-dire l'augmentation du machinisme.

Ainsi, la force de travail (qui produit la plus-value), loin de devenir de plus en plus importante, diminue historiquement par rapport à la quantité de capital qu'elle a mis en mouvement. La société entière repose sur l'énorme masse de valeur extraite par un petit nombre de travailleurs productifs; mais celle-ci est ensuite distribuée dans les autres secteurs.

Dans la valeur finale de la marchandise, il y a de moins en moins de travail vivant et de plus en plus de plus-value (qui devient du travail mort cristallisé). Cela se produit de manière croissante dans l'énorme masse de marchandises qui couvrent la surface de la planète. C'est pourquoi Marx voit dans la domination du travail mort (les machines) sur le travail vivant (les hommes) la loi première du Capital.

Armée active et de réserve

L'idée que le marxisme est seulement une théorie de travailleurs salariés (ceux qui produisent de leurs propres mains dans les usines) s'est étrangement répandue dans les têtes sans qu'aucun présupposé concret ne vienne l'étayer. En fait le prolétariat est une "armée" formée par les salariés et les chômeurs (armée active ou de réserve pour le capital, mais toujours prolétariat[12]).

Il est visible par tous l'augmentation de la masse des prolétaires précaires: ceux qui forment une masse toujours plus importante; de travailleurs en mouvement continu entre: l'emploi, le semi-emploi et le chômage, qui se concentre principalement dans les zones urbaines-métropolitaines. Si nous voulons exagérer ce raisonnement, nous pourrions dire que la condition du prolétariat est toujours liée à la précarité; une situation qui change en fonction des cycles économiques et de la lutte des classes.

Quelle que soit l'augmentation des travailleurs employés; nous aurons des masses toujours plus grandes de chômeurs. C'est dans ce sens que l'on parle de misère croissante du capitalisme.

Le contenu théorique de la misère croissante doit être recherché et démontré à l'échelle historique, et non dans la simple apparition de la production mondiale et des limites temporelles (comme dans les périodes de paix et de prospérité économique). Il est certain que l'appauvrissement de la société ne consiste pas dans la vue

du nombre de chiffonniers circulant dans les rues ou de ceux qui vivent de la charité publique; mais dans l'augmentation du nombre de ceux qui sont privés de la propriété des moyens de production, jetés dans les rangs des indigents.

Le terme misère; compris dans le sens marxiste, signifie: Non pas des salaires bas ou un niveau de vie bas; mais un manque absolu de "réserve" économique. La théorie de Marx (si opposée et si mal comprise par plusieurs) a été délibérément exagérée et déformée. Marx, en effet, parle de "die masse des Elends", masse de la misère, et non de la misère des masses. Il dit: "la masse de la misère, de l'oppression, de l'esclavage, de la dégradation s'accroît; mais la révolte de la classe ouvrière et son organisation s'accroissent aussi".

L'endettement croissant des masses de plus en plus nombreuses, piégées et étouffées par leurs engagements, conduit également au nivellement des couches non prolétariennes et à une incertitude générale pour les années à venir. Le travailleur reste un esclave du capital; il partage toute la misère de l'esclave (même dans la condition servile); sans toutefois jouir de la position sûre que celui-ci avait.

La théorie de l'accroissement de la misère peut aussi être vue sous d'autres aspects: Les améliorations techniques; appliquées aux entreprises et étendues à l'ensemble de la société; sont utilisées par le capital à ses fins exclusives. Parallèlement dans la répartition du produit global entre les classes, en proportion, la part qui revient au travailleur s'empirera . La plus grande misère ne signifie pas une

diminution des salaires nominaux et réels, mais une intensification de l'exploitation.

Au cours de l'évolution du capitalisme, on peut affirmer que le fossé entre le prolétariat et la bourgeoisie s'est encore creusé; bien que la capacité des travailleurs à acheter des marchandises ait augmenté. Quelle que soit l'augmentation des travailleurs employés, nous aurons des masses toujours plus grandes de chômeurs et plus généralement de prolétaires sans réserves.

Bien que le syndicat soit un organe de défense des travailleurs et qu'il ait tendance à s'occuper des problèmes des salariés: cela ne signifie pas que dans le cadre de son programme de classe, il ne puisse pas développer des formes et des programmes d'action pour les chômeurs. Ceci est clairement exprimé dans la revendication du "plein salaire pour les chômeurs". Cela repose explicitement sur la thèse marxiste selon laquelle les chômeurs sont tout aussi nécessaires au capital que les employés. Par conséquent, dans notre vision de classe; il est nécessaire que l'État capitaliste les prenne en charge[13] . En terme syndical, il semble clair que les revendications tels que: "l'augmentation des salaires pour les employés" et "la réduction des heures de travail", doivent également inclure "plein salaire aux chômeurs" à la plate-forme de classe minimale nécessaire au syndicalisme. Lorsqu'il s'agit de travailleurs précaires et de chômeurs, le syndicalisme est obligé de réagir non seulement à la concentration qui existe sur le lieu de travail, mais aussi à la concentration produite par la métropole. Il doit entremêler l'organisation par secteur et l'organisation par zone géographique. "Un salaire pour les chômeurs" ainsi que la "réduction du temps de travail" sont des mots d'ordre qui dépassent le simple

aspect économique et deviennent des mots d'ordre politiques, puisque l'adversaire devient non pas le patron unique, mais l'État. Avec cela, les bourgeois sont assumés dans leur dimension générale à l'égard de tous les prolétaires (actifs ou de réserve).

Le prolétariat

Il semble évident qu'il faille donc donner une définition claire du prolétariat. Ne parlons pas de classification sociale ou pire sociologique. Nous utilisons le terme de délimitation (et non de classification) parce que les catégories marxistes ont à voir avec les lignes de tendance et de force et non avec les catégorisations statistiques.

Cependant, il est également nécessaire de délimiter les présupposés de nature économique et sociale qui sous-tendent l'action des classes sociales. Non pas pour des raisons "moralisatrices", mais exclusivement pour le fait que seul le prolétariat est capable de transformer la lutte pour la défense de ses propres conditions de vie (ayant atteint un certain degré d'intensité), en une lutte politique révolutionnaire pour la destruction de l'État bourgeois[14] .

Le présupposé essentiel est, bien sûr, le rapport salarial: la classe prolétarienne vit du salaire et par conséquent, ceux qui ont la possibilité de ne pas vivre exclusivement du salaire ne lui appartiennent pas[15] . C'est aussi le cas lorsque le salarié; ayant un salaire plus que suffisant pour la simple survie; a aussi la possibilité d'épargner: donc d'avoir des revenus sous forme d'intérêts et peut-être aussi en mesure; d'acheter une petite maison, profitant du revenu relatif. Il n'est plus le prolétaire qui "n'a que ses chaînes à perdre" comme le décrit Marx, puisque désormais il a quelque chose à défendre de ce mode de production. Et cela est particulièrement pertinent précisément dans les moments de crise économique et sociale les plus graves. Dans ces moments de convulsion

sociale; l'être humain fait valoir ses intérêts par son action politique non pas en tant que membre d'une catégorie de producteurs, mais d'une classe sociale. La classe ne doit pas être considérée comme un simple agrégat de catégories productrices; mais comme un groupe homogène d'hommes dont les conditions de vie économique présentent des analogies fondamentales.

Le prolétaire n'est pas le producteur qui exerce des métiers donnés, mais l'individu qui se distingue par l'absence de possession des instruments de production et par la nécessité de vendre sa force de travail pour vivre. On pourrait même avoir un ouvrier régulièrement organisé dans sa catégorie, qui est en même temps un petit propriétaire foncier ou un capitaliste. Dans le cas présent, il ne serait plus membre de la classe prolétarienne. Un tel cas est plus fréquent qu'on ne le pense. Voir qu'il y a beaucoup de travailleurs ayant les caractéristiques de petits propriétaires terriens ou de capitalistes (au moins dans les pays du capitalisme mature) signifie voir la réalité de la propagation de l'opportunisme, du réformisme et du révisionnisme marxiste, qui a précisément sa base sociale et économique dans ce secteur.

Nous avons affirmé que les conditions d'appartenance à la classe prolétarienne ne sont pas données uniquement par le contenu du travail effectué, mais par des conditions de vie caractérisées par la possession d'aucune réserve. Cela ne doit pas conduire à l'affirmation erronée que chaque secteur de salariés à la même valeur du point de vue révolutionnaire.

Tout d'abord, il faut exclure du prolétariat; les catégories de travailleurs qui, tout en recevant un salaire en récompense de leur travail, exercent des fonctions exclusivement liées à l'oppression de classe[16] .

En effet, si d'une part ils sont contraints de vivre dans des conditions de vie purement prolétariennes (et aujourd'hui c'est vrai plus qu'hier), ils exercent une fonction de surveillance sur le prolétariat afin de faciliter son exploitation par le capital. Ils ne peuvent qu'être attirés dans le camp prolétarien en faisant appel à leurs conditions de vie réelles et matérielles: mais il faudra les traiter comme des alliés de l'ennemi capitaliste dans la mesure où l'aspect de leur fonction prévaut dans leur comportement social. Le même raisonnement doit être retenu pour les secteurs qui ne sont pas directement liés au travail salarié ou aux classes moyennes.

Défendre une ligne prolétarienne ne signifie pas faire abstraction de ces classes: de leur positionnement et de leur mouvement de balancier (entre le prolétariat et les différentes factions de la bourgeoisie). Ce serait faire preuve de courte vue politique que de nier leur rôle et leur poids dans la société. Tout comme il est myope de nier qu'il existe des différences et des perspectives immédiates entre un prolétaire en Afrique et un autre en Amérique du Nord. La délimitation du terme prolétaire reste la même, mais il est inévitable qu'ils agissent et vivent dans des contextes sociaux différents. Il est clair que les communistes posent le problème de l'unité de classe; mais dans l'action pratique il faut faire un choix, en ce qui concerne les énergies qui peuvent être utilisées: dans l'organisation, dans la propagande et dans la même action révolutionnaire visant

à désarticuler le pouvoir de la classe ennemie et de son État.

Nous avons affirmé à plusieurs reprises que les caractères de nature économico-sociale exposés ci-dessus sont nécessaires pour délimiter la classe prolétarienne, en revanche, ils ne représentent que les présupposés de son existence réelle et donc, ne peuvent à elle seule lui donner une définition complète.

Le concept même de classe, dans le langage marxiste, est en effet un concept dynamique et non statique. Au-delà de la contingence, il identifie un programme social-historique capable de renverser les rapports de production actuels et de les remplacer par un autre mode de production. C'est le passage qui identifie le socialisme scientifique de la classe en soi à la classe pour soi. Par classe en soi, nous entendons un ensemble d'individus qui se trouvent dans la même position en ce qui concerne la propriété des moyens de production. En tant que classe pour soi, ces individus prennent conscience d'avoir des intérêts communs et d'appartenir à la même classe et donc d'agir à travers une ligne politique claire qui prend forme dans le parti révolutionnaire[17] .

Cependant, tout cela ne doit pas nous faire oublier les présupposés économiques mêmes, qui sont indispensables à la classe prolétarienne pour agir et lutter pour ses objectifs. Il est fondamental de concevoir l'organisation révolutionnaire non pas comme un groupe d'"illuminati" ou de "vengeurs", mais comme un organisme capable de se connecter (et d'apprendre) de l'activité des masses et

également capable de favoriser et de diriger les masses elles-mêmes.[18]

C'est pourquoi: l'associationnisme économique, le travail syndical et social, les batailles pour l'agilité politique, les formes d'autodéfense du prolétariat et ses multiples tentatives d'organisation (même si elles sont confuses et contradictoires[19]), sont importantes. Il faut néanmoins tenir compte que la vitesse à laquelle les relations sociales actuelles peuvent évoluer et même se renverser, est imprévisible.

La spontanéité des travailleurs (qui caractérise les cycles de luttes), si elle est isolée et opposée à la politique révolutionnaire, se positionne inévitablement dans le cadre capitaliste actuel.

Même les positions apparemment plus extrémistes n'échappent pas à cette impasse comme, par exemple, les théories du contre-pouvoir ou du communisme ici et maintenant.

Le contre-pouvoir voit la croissance par le bas d'un pouvoir prolétarien dans l'usine et dans la société. Le fait que le pouvoir soit indivisible, si ce n'est temporairement et limité à certaines situations, rend claire l'incohérence stratégique de cette conception. Elle reste liée à la perspective de la radicalisation de la lutte économique qui coule et reste irrémédiablement confinée dans le champ du réformisme plus ou moins radical.

L'hypothèse du "communisme ici et maintenant"; c'est-à-dire d'un mouvementisme politique de type "communautaire", postule la possibilité de construire immédiatement des rapports sociaux alternatifs et antagonistes au système capitaliste, sans poser au préalable la question du renversement d'un tel système et donc, de la conquête du pouvoir par le prolétariat.

L'anthologie de textes suivants de Marx et Engels est un outil pour tous les camarades qui veulent aller au-delà du présent et qui ne se contentent pas de célébrer le passé. Il reste essentiel que les prolétaires prennent possession des armes que le socialisme scientifique met à notre disposition pour identifier l'avenir: sachant que, l'arme de la critique ne saurait remplacer la critique par les armes; la force matérielle ne peut être abattue que par la force matérielle; mais la théorie se change, elle aussi, en force matérielle, dès qu'elle pénètre les masses.

Contradiction Éditions

Les grèves et les coalitions des ouvriers

K. Marx, Misère de la philosophie, 1847

"Tout mouvement de hausse dans les salaires ne peut avoir d'autre effet que celui d'une hausse sur le blé, le vin, etc., c’est-à-dire l'effet d'une disette. Car qu'est-ce que le salaire? C'est le prix de revient du blé, etc.; c'est le prix intégral de toute chose. Allons plus loin encore: le salaire est la proportionnalité des éléments qui composent la richesse et qui sont consommés reproductivement chaque jour par la masse des travailleurs. Or, doubler les salaires, c'est attribuer à chacun des producteurs une part plus grande que son produit, ce qui est contradictoire; et si la hausse ne porte que sur un petit nombre d'industries, c'est provoquer une perturbation générale dans les échanges, en un mot, une disette...

Il est impossible, je le déclare, que les grèves suivies d'augmentation de salaires n'aboutissent pas à un renchérissement général: cela est aussi certain que deux et deux font quatre"[20] .

Nous nions toutes ces assertions, excepté que deux et deux font quatre. D'abord il n'y a pas de renchérissement général. Si le prix de toute chose double en même temps

que le salaire, il n'y a pas de changement dans les prix, il n'y a de changement que dans les termes.

Ensuite, une hausse générale des salaires ne peut jamais produire un renchérissement plus ou moins général des marchandises. Effectivement, si toutes les industries employaient le même nombre d'ouvriers en rapport avec le capital fixe ou avec les instruments dont elles se servent, une hausse générale des salaires produirait une baisse générale des profits et le prix courant des marchandises ne subirait aucune altération.

Mais comme le rapport du travail manuel au capital fixe n'est pas le même dans les différentes industries, toutes les industries qui emploient relativement une plus grande masse de capital fixe et moins d'ouvriers, seront forcées tôt ou tard de baisser le prix de leurs marchandises. Dans le cas contraire où le prix de leurs marchandises ne baisse pas, leur profit s'élèvera au-dessus du taux commun des profits. Les machines ne sont pas des salariés. Donc la hausse générale des salaires atteindra moins les industries qui emploient comparativement aux autres plus de machines que d'ouvriers. Mais la concurrence tendant toujours à niveler les profits, ceux qui s'élèvent au-dessus du taux ordinaire, ne sauraient être que passagers. Ainsi, à part quelques oscillations, une hausse générale des salaires amènera au lieu d'un renchérissement général, comme le dit M. Proudhon, une baisse partielle, c'est-à-dire une baisse dans le prix courant des marchandises qui se fabriquent principalement à l'aide des machines.

La hausse et la baisse du profit et des salaires n'expriment que la proportion dans laquelle les capitalistes et les

travailleurs participent au produit d'une journée de travail, sans influer dans la plupart des cas sur le prix du produit.Mais que "les grèves suivies d'augmentation de salaires aboutissent à un renchérissement général, à une disette même", ce sont là de ces idées qui ne peuvent éclore que dans le cerveau d'un poète incompris.

En Angleterre, les grèves ont régulièrement donné lieu à l'invention et à l'application de quelques machines nouvelles. Les machines étaient, on peut le dire, l'arme qu'employaient les capitalistes pour abattre le travail spécial en révolte. Le self-acting mule, la plus grande invention de l'industrie moderne, mit hors de combat les fileurs révoltés. Quand les coalitions et les grèves n'auraient d'autre effet que de faire réagir contre elles les efforts du génie mécanique, toujours exerceraient-elles une influence immense sur le développement de l'industrie.

"Je trouve", continue M. Proudhon, dans un article publié par M. Léon Faucher... septembre 1845, "que depuis quelque temps les ouvriers anglais ont perdu l'habitude des coalitions, ce qui est assurément un progrès, dont on ne peut que les féliciter: mais que cette amélioration dans le moral des ouvriers vient surtout de leur instruction économique. 'Ce n'est point des manufacturiers', s'écriait au meeting de Bolton, un ouvrier fileur, 'que les salaires dépendent. Dans les époques de dépression les maîtres ne sont pour ainsi dire que le fouet dont s'arme la nécessité, et qu'ils le veuillent ou non, il faut qu'ils frappent. Le principe régulateur est le rapport de l'offre avec la demande; et les maîtres n'ont pas ce pouvoir...'" "A la bonne heure", s'écrie M. Proudhon, "voilà des ouvriers bien dressés, des ouvriers modèles, etc., etc. Cette misère manquait à l'Angleterre: elle ne passera pas le détroit"[21] .

De toutes les villes de l’Angleterre, Bolton est celle où le radicalisme est le plus développé. Les ouvriers de Bolton sont connus pour être on ne peut plus révolutionnaires. Lors de la grande agitation qui eut lieu en Angleterre pour l'abolition des lois céréales, les fabricants anglais ne crurent pouvoir faire face aux propriétaires fonciers qu'en mettant en avant les ouvriers. Mais comme les intérêts des ouvriers n'étaient pas moins opposés à ceux des fabricants, que les intérêts des fabricants ne l'étaient à ceux des propriétaires fonciers, il était naturel que les fabricants dussent avoir le dessous dans les meetings des ouvriers. Que firent les fabricants? Pour sauver les apparences, ils organisèrent des meetings composés, en grande partie des contremaîtres, du petit nombre d'ouvriers qui leur étaient dévoués et des amis du commerce proprement dits. Quand ensuite les véritables ouvriers essayèrent, comme à Bolton et à Manchester, d'y prendre part pour protester contre ces démonstrations factices, on leur défendit l'entrée, en disant que c'était un ticket-meeting. On entend par ce mot des meetings où l'on n'admet que des personnes munies de cartes d'entrée. Cependant les affiches, placardées sur les murs, avaient annoncé des meetings publics. Toutes les fois qu'il y avait de ces meetings, les journaux des fabricants rendaient un compte pompeux et détaillé des discours qu'on y avait prononcés. Il va sans dire que c'étaient les contremaîtres qui prononçaient ces discours. Les feuilles de Londres les reproduisaient littéralement. M. Proudhon a le malheur de prendre les contremaîtres pour des ouvriers ordinaires et leur enjoint l'ordre de ne pas passer le détroit.

Si en 1844 et en 1845 les grèves frappaient moins les regards qu'auparavant, c'est que 1844 et 1845 étaient les deux premières années de prospérité qu'il y eût pour

l'industrie anglaise depuis 1837. Néanmoins, aucune des trade-unions n'avait été dissoute.

Entendons maintenant les contremaîtres de Bolton. Selon eux les fabricants ne sont pas les maîtres du salaire, parce qu'ils ne sont pas les maîtres du prix du produit, et ils ne sont pas les maîtres du produit parce qu'ils ne sont pas les maîtres du marché de l'univers. Par cette raison ils donnaient à entendre qu'il ne fallait pas faire des coalitions pour arracher aux maîtres une augmentation de salaires. M. Proudhon, au contraire, leur interdit les coalitions de crainte qu'une coalition ne soit suivie d'une hausse de salaires, qui entraînerait une disette générale. Nous n'avons pas besoin de dire que sur un seul point il y a entente cordiale entre les contremaîtres et M. Proudhon: c'est qu'une hausse de salaires équivaut à une hausse dans le prix des produits.

Mais la crainte d'une disette. est-ce là la véritable cause de la rancune de M. Proudhon? Non. Il en veut tout bonnement aux contremaîtres de Bolton, parce qu'ils déterminent la valeur par l'offre et la demande et qu'ils ne se soucient guère de la valeur constituée, de la valeur passée à l'état de constitution, de la constitution de la valeur, y compris l'échangeabilité permanente et toutes les autres proportionnalités de rapports et rapports de proportionnalité, flanqués de la Providence.

"La grève des ouvriers est illégale, et ce n'est pas seulement le Code pénal qui dit cela, c'est le système économique, c'est la nécessité de l'ordre établi... Que chaque ouvrier individuellement ait la libre disposition de sa personne et de ses bras, cela peut se tolérer: mais que

les ouvriers entreprennent par des coalitions de faire violence au monopole, c'est ce que la société ne peut permettre"[22] .

M. Proudhon prétend faire passer un article du Code pénal pour un résultat nécessaire et général des rapports de la production bourgeoise.

En Angleterre, les coalitions sont autorisées par un acte de Parlement et c'est le système économique qui a forcé le Parlement à donner cette autorisation de par la loi. En 1825, lorsque sous le ministre Huskisson le Parlement dut modifier la législature, pour la mettre de plus en plus d'accord avec un état de choses résultant de la libre concurrence, il lui fallut nécessairement abolir toutes les lois qui interdisaient les coalitions des ouvriers. Plus l'industrie moderne et la concurrence se développent, plus il y a des éléments[23] qui provoquent et secondent les coalitions, et aussitôt que les coalitions sont devenues un fait économique, prenant de jour en jour plus de consistance, elles ne peuvent pas tarder à devenir un fait légal.

Ainsi l'article du Code pénal prouve tout au plus que l'industrie moderne et la concurrence n'étaient pas encore bien développées sous l'Assemblée constituante et sous l'Empire.

Les économistes et les socialistes[24] sont d'accord sur un seul point: c'est de condamner les coalitions. Seulement ils motivent différemment leur acte de condamnation.

Les économistes disent aux ouvriers: ne vous coalisez pas. En vous coalisant, vous entravez la marche régulière de l'industrie, vous empêchez les fabricants de satisfaire aux commandes, vous troublez le commerce et vous précipitez l'envahissement des machines qui, en rendant votre travail en partie inutile, vous forcent d'accepter un salaire encore abaissé. D'ailleurs, vous avez beau faire, votre salaire sera toujours déterminé par le rapport des bras demandés avec les bras offerts et c'est un effort aussi ridicule que dangereux, que de vous mettre en révolte contre les lois éternelles de l'économie politique.

Les socialistes disent aux ouvriers: ne vous coalisez pas, car, au bout du compte, qu'est-ce que vous y gagneriez? Une hausse de salaires? Les économistes vous prouveront jusqu'à l'évidence, que les quelques sous que vous pourriez y gagner, en cas de réussite, pour quelques moments, seront suivis d'une baisse pour toujours. D'habiles calculateurs vous prouveront qu'il vous faudrait des années pour vous rattraper. seulement sur l'augmentation des salaires, des frais qu'il vous a fallu faire pour organiser et entretenir les coalitions. Et nous, nous vous dirons, en notre qualité de socialistes, qu'à part cette question d'argent, vous ne serez pas moins les ouvriers, et les maîtres seront toujours les maîtres, après comme avant. Ainsi pas de coalitions, pas de politique, car faire des coalitions, n'est-ce pas faire de la politique?

Les économistes veulent que les ouvriers restent dans la société telle qu'elle est formée et telle qu'ils l'ont consignée et scellée dans leurs manuels.

Les socialistes veulent que les ouvriers laissent là la société ancienne, pour pouvoir mieux entrer dans la société nouvelle qu'ils leur ont préparée avec tant de prévoyance.

Malgré les uns et les autres, malgré les manuels et les utopies, les coalitions n'ont pas cessé un instant de marcher et de grandir avec le développement et l'agrandissement de l'industrie moderne. C'est à tel point maintenant, que le degré où est arrivé la coalition dans un pays, marque nettement le degré qu'il occupe dans la hiérarchie du marché de l'univers. L'Angleterre, où l'industrie a atteint le plus haut degré de développement, a les coalitions les plus vastes et les mieux organisées.

En Angleterre, on ne s'en est pas tenu à des coalitions partielles, qui n'avaient pas d'autre but qu'une grève passagère, et qui disparaissaient avec elle. On a formé des coalitions permanentes, des trade-unions qui servent de rempart aux ouvriers dans leurs luttes avec les entrepreneurs. Et à l'heure qu'il est, toutes ces trade-unions locales trouvent un point d'union dans la National Association of United Trades, dont le comité central est à Londres, et qui compte déjà 80 000 membres. La formation de ces grèves, coalitions, trade-unions marcha simultanément avec les luttes politiques des ouvriers qui constituent maintenant un grand parti politique sous le nom de Chartistes.

C'est sous la forme des coalitions qu'ont toujours lieu les premiers essais des travailleurs pour s'associer entre eux. La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt

commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance - coalition. Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que celui du salaire. Cela est tellement vrai, que les économistes anglais sont tout étonnés de voir les ouvriers sacrifier une bonne partie du salaire en faveur des associations qui, aux yeux de ces économistes, ne sont établies qu'en faveur du salaire. Dans cette lutte - véritable guerre civile - se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivée à ce point-là, l'association prend un caractère politique.

Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique.

Dans la bourgeoisie, nous avons deux phases à distinguer celle pendant laquelle elle se constitua en classe sous le régime de la féodalité et de la monarchie absolue, et celle où, déjà constituée en classe, elle renversa la féodalité et la

monarchie, pour faire de la société une société bourgeoise. La première de ces phases fut la plus longue et nécessita les plus grands efforts. Elle aussi avait commencé par des coalitions partielles contre les seigneurs féodaux.

On a fait bien des recherches pour retracer les différentes phases historiques que la bourgeoisie a parcourues, depuis la commune jusqu'à sa constitution comme classe. Mais quand il s'agit de se rendre un compte exact des grèves, des coalitions et des autres formes dans lesquelles les prolétaires effectuent devant nos yeux leur organisation comme classe, les uns sont saisis d'une crainte réelle, les autres affichent un dédain transcendantal.

Une classe opprimée est la condition vitale de toute société fondée sur l'antagonisme des classes. L'affranchissement de la classe opprimée implique donc nécessairement la création d'une société nouvelle. Pour que la classe opprimée puisse s'affranchir, il faut que les pouvoirs productifs déjà acquis et les rapports sociaux existants ne puissent plus exister les uns à côté des autres. De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même. L'organisation des éléments révolutionnaires comme classe suppose l'existence de toutes les forces productives qui pouvaient s'engendrer dans le sein de la société ancienne.

Est-ce à dire qu'après la chute de l'ancienne société il y aura une nouvelle domination de classe, se résumant dans un nouveau pouvoir politique? Non.

La condition d'affranchissement de la classe laborieuse c'est l'abolition de toute classe, de même que la condition d'affranchissement du tiers état, de l'ordre bourgeois, fut l'abolition de tous les états[25] et de tous les ordres.

La classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile.

En attendant, l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est une lutte de classe à classe, lutte qui, portée à sa plus haute expression, est une révolution totale. D'ailleurs, faut-il s'étonner qu'une société, fondée sur l'opposition des classes, aboutisse à la contradiction brutale, à un choc de corps à corps comme dernier dénouement?

Ne dites pas que le mouvement social exclut le mouvement politique. Il n'y a jamais de mouvement politique qui ne soit social en même temps.

Ce n'est que dans un ordre de choses où il n'y aura plus de classes et d'antagonisme de classes, que les évolutions sociales cesseront d'être des révolutions politiques. Jusque-là, à la veille de chaque remaniement général de la société, le dernier mot de la science sociale sera toujours:

Le combat ou la mort la lutte sanguinaire ou le néant. C'est ainsi que la question est invinciblement posée. (George

Sand.)

Les associations ouvrières

Travail salarié et Capital

K. Marx, 1847 Annexe le salaire

Un des thèmes de la théorie de la population était de vouloir diminuer la concurrence parmi les ouvriers. Les associations ont pour but de la supprimer et de la remplacer par l'union entre les ouvriers.

Ce que font remarquer les économistes contre les associations est juste:

1. Les frais qu'elles causent aux ouvriers sont, le plus souvent, plus grands que l'augmentation du gain qu'elles veulent obtenir. À la longue, elles ne peuvent résister aux lois de la concurrence. Ces coalitions entraînent de nouvelles machines, une nouvelle division du travail, le transfert d'un lieu de production dans un autre. En conséquence de tout cela diminution du salaire.

2. Si les coalitions réussissaient à maintenir dans un pays le prix du travail, de façon que le profit baisse considérablement par rapport au profit moyen dans d'autres pays, ou que le capital fût arrêté dans sa croissance, la stagnation et le recul de l'industrie en seraient la conséquence et les ouvriers seraient ruinés ainsi que leurs maîtres, car telle est, comme nous l'avons vu, la

situation de l'ouvrier. Sa situation s'aggrave par bonds lorsque le capital producteur s'accroît, et il est ruiné à l'avance lorsque le capital diminue ou reste stationnaire.

3. Toutes ces objections des économistes bourgeois sont, comme nous l'avons dit, justes, mais justes seulement de leur point de vue. S'il ne s'agissait vraiment dans les associations que de ce dont il s'agit en apparence, notamment de la détermination du salaire, si les rapports entre le capital et le travail étaient éternels, ces coalitions échoueraient, impuissantes devant la nécessité des choses. Mais elles servent à l'unification de la classe ouvrière, à la préparation du renversement de toute l'ancienne société avec ses antagonismes de classes. Et de ce point de vue, les ouvriers se moquent avec raison des malins pédants bourgeois qui leur font le compte du coût de cette guerre civile en morts, blessés et sacrifices d'argent. Celui qui veut battre son adversaire ne va pas discuter avec lui les frais de la guerre. Et ce qui prouve aux économistes mêmes combien les ouvriers ont le cœur généreux, c'est que ce sont les ouvriers de fabriques les mieux payés qui forment le plus de coalitions et que les ouvriers emploient tout ce qu'ils peuvent économiser, en se privant, de leur salaire pour créer des associations politiques et industrielles et couvrir les frais de ce mouvement. Et si messieurs les bourgeois et leurs économistes les prestidigitateurs philanthropes sont assez bons pour consentir à ajouter au minimum de salaire, c'est-à-dire au minimum vital un peu de thé ou de rhum, de sucre et de viande, il doit, par contre, leur sembler aussi honteux qu'incompréhensible de voir les ouvriers comprendre dans ce minimum un peu des frais de la guerre contre la bourgeoisie, et trouver dans leur activité révolutionnaire même le maximum des jouissances de leur vie.

Discours sur la question du libre-échange

Karl Marx 7 Janvier 1848

Discours prononcé à la séance publique

du 7 Janvier 1848 de l'Association démocratique de Bruxelles.

Messieurs,

L'abolition des lois céréales[26] en Angleterre est le plus grand triomphe que le libre-échange ait remporté au XIX° siècle. Dans tous les pays où les fabricants parlent de libre-échange, ils ont principalement en vue le libre-échange des grains et des matières premières en général. Frapper de droits protecteurs les grains étrangers, c'est infâme, c'est spéculer sur la famine des peuples.

Du pain à bon marché, des salaires relevés, cheap food, high wages, voila le seul but pour lequel les free-traders, en Angleterre, ont dépensé des millions, et déjà leur enthousiasme s'est étendu à leurs frères du continent. En général, si l'on veut le libre-échange, c'est pour soulager la condition de la classe laborieuse.

Mais, chose étonnante! le peuple, auquel on veut à toute force procurer du pain à bon marché, est très ingrat. Le pain à bon marché est aussi malfamé en Angleterre que le gouvernement à bon marché l'est en France. Le peuple voit dans les hommes de dévouement, dans un Bowring, un Bright et consorts, ses plus grands ennemis et les hypocrites les plus effrontés.

Tout le monde sait que la lutte entre les libéraux et les démocrates s'appelle, en Angleterre, la lutte entre les free-traders et les chartistes.

Voyons maintenant comment les free-traders anglais ont prouvé au peuple les bons sentiments qui les faisaient agir.

Voici ce qu'ils disaient aux ouvriers des fabriques:

Le droit prélevé sur les céréales est un impôt sur le salaire, cet impôt, vous le payez aux seigneurs territoriaux, à ces aristocrates du moyen âge; si votre position est misérable, c'est à cause de la cherté des vivres de première nécessité.

Les ouvriers demandaient à leur tour aux fabricants:

"Comment se fait-il que, depuis les trente dernières années ou notre industrie a pris le plus grand développement, notre salaire ait baissé dans une proportion bien plus rapide que le prix des grains n'a haussé?"

"L’impôt que nous payons aux propriétaires fonciers, comme vous le prétendez, fait sur l’ouvrier à peu près trois pence (six sous) par semaine. Et cependant le salaire du tisserand à la main est descendu de 28 sh. par semaine à 5 sh. (de 35 fr. à 7 fr. 25) depuis 1815 jusqu’à 1843; et le salaire du tisserand, dans l’atelier automatique, a été réduit de 20 sh. par semaine à 8 sh. (de 25 fr. à 10 fr.) depuis 1823 jusqu’à 1843."

"Et pendant tout ce temps la part d’impôt que nous avons payée n’a jamais été au-delà de trois pence. Et puis! En 1834, quand le pain était à très bon compte et que le commerce allait très bien, qu’est-ce que vous nous disiez? Si vous êtes malheureux, c’est parce que vous faites trop d’enfants, et que votre mariage est plus fécond que votre industrie!"

"Voilà les propres paroles que vous nous disiez alors; et vous êtes allé faire les nouvelles lois des pauvres et construire les work-houses, ces bastilles des prolétaires."

C’est à quoi répliquaient les fabricants:

"Vous avez raison, messieurs les ouvriers ce n’est pas seulement le prix du blé, mais encore la concurrence entre les bras offerts, qui détermine le salaire."

"Mais pensez bien à une chose: c’est que notre sol ne se compose que de rochers et de bancs de sable. Vous figurez-vous, par hasard, qu’on puisse faire venir du blé dans des pots à fleurs? Ainsi, si, au lieu de prodiguer notre capital et notre travail sur un sol tout à fait stérile, nous

abandonnions l’agriculture pour nous livrer exclusivement à l’industrie, toute l’Europe abandonnerait les manufactures, et l’Angleterre formerait une seule grande ville manufacturière, qui aurait pour campagne le reste de l’Europe."

Tout en parlant de la sorte à ses propres ouvriers, le fabricant est interpellé par le petit commerçant qui lui dit:

"Mais si nous abolissons les lois céréales, nous ruinerons, il est vrai, notre agriculture, mais nous ne forcerons pas pour cela les autres pays de se fournir dans nos fabriques et d’abandonner les leurs."

"Qu’en résultera-t-il! Je perdrai les pratiques que j’ai maintenant à la campagne, et le commerce intérieur perdra ses marchés."

Le fabricant, tournant le dos à l’ouvrier, répond à l’épicier:

"Quant à ça, laissez-nous faire. Une fois que l’impôt sur le blé sera aboli, nous aurons de l’étranger du blé à meilleur marché. Puis nous abaisserons le salaire, qui haussera en même temps dans les autres pays dont nous tirons les grains."

Ainsi, outre les avantages que nous avons déjà, nous aurons encore celui d’un salaire moindre, et avec tous ces avantages, nous forcerons bien le continent à se fournir chez nous.

Mais voilà que le fermier et l'ouvrier de la campagne se mêlent à la discussion.

"Et nous, donc, que deviendrons-nous?" disent-ils.

"Irions-nous porter un arrêt de mort sur l'agriculture qui nous fait vivre?"

"Devrions-nous souffrir qu'on nous ôtât le sol de dessous nos pieds?"

Pour toute réponse l'Anti-corn-law league s'est contentée d'assigner des prix aux trois meilleurs écrits traitant l'influence salutaire de l'abolition des lois céréales sur l'agriculture anglaise.

Ces prix ont été remportés par MM. Hope, Morse et Greg, dont les livres furent répandus à la campagne par des milliers d'exemplaires.

L'un des lauréats s'attache à prouver que ce n'est ni le fermier ni le laboureur salarié qui perdra par la libre importation du grain étranger, mais seulement le propriétaire foncier.

"Le fermier anglais", s'écrie-t-il, "n'a pas à craindre l'abolition des lois céréales, parce qu'aucun pays ne saurait produire du blé d'aussi bonne qualité et à aussi bon marché que l'Angleterre. Ainsi quand même le prix du blé tomberait, ça ne pourrait vous faire du tort, parce que cette baisse porterait seulement sur la rente qui aurait diminué

et nullement sur le profit industriel et sur le salaire, qui resteraient les mêmes."

Le second lauréat, M. Morse, soutient, au contraire, que le prix du blé haussera à la suite de l’abolition des lois céréales. Il se donne infiniment de peine, pour démontrer que les droits protecteurs n’ont jamais pu assurer au blé un prix rémunérateur.

A l’appui de son assertion, il cite le fait que toutes les fois qu’on a importé du blé étranger, le prix du blé montait considérablement en Angleterre et quand on en importait peu, il y tombait extrêmement. Le lauréat oublie que l’importation n’était pas la cause du prix élevé, mais que le prix élevé était la cause de l’importation.

Et, tout à l’opposé de son co-lauréat, il affirme que toute hausse dans le prix des grains tourne au profit du fermier et de l’ouvrier, et non pas au profit du propriétaire.

Le troisième lauréat, M. Greg, qui est un grand fabricant et dont le livre s’adresse à la classe des grands fermiers, ne pouvait pas s’en tenir à de semblables niaiseries. Son langage est plus scientifique.

Il convient que les lois céréales ne font hausser la rente qu’en faisant hausser le prix du blé et qu’elles ne font hausser le prix du blé qu’en imposant au capital la nécessité de s’appliquer à des terrains de qualité inférieure, et cela s’explique tout naturellement.

A mesure que la population s’accroît, le grain étranger ne pouvant entrer dans le pays, on est bien forcé de faire valoir des terrains moins fertiles, dont la culture exige plus de frais, et dont le produit est, par conséquent, plus cher.

Le grain étant d’une vente forcée, le prix s’en réglera nécessairement sur le prix des produits des terrains les plus coûteux. La différence qu’il y a entre ce prix et les frais de production des meilleurs terrains constitue la rente.

Ainsi, si à la suite de l’abolition des lois céréales, le prix du blé et, par conséquent, la rente tombent, c’est parce que les terrains ingrats cesseront d’être cultivés. Donc la réduction de la rente entraînera infailliblement la ruine d’une partie des fermiers.

Ces observations étaient nécessaires pour faire comprendre le langage de M. Greg.

"Les petits fermiers", dit-il, "qui ne pourront pas se tenir dans l’agriculture, trouveront une ressource dans l’industrie. Quant aux grands fermiers, ils doivent y gagner. Ou les propriétaires seront forcés de leur vendre à très bon marché leurs terres ou les contrats de fermages qu’ils feront avec eux seront à des termes très prolongés. C’est ce qui leur permettra d’engager dé grands capitaux à la terre, d’y faire l’application des machines sur une plus grande échelle et d’économiser ainsi sur le travail manuel qui, d’ailleurs, sera à meilleur marché par la baisse générale des salaires, conséquence immédiate des lois céréales."

Le docteur Bowring a donné à tous ces arguments une consécration religieuse, en s’écriant, dans un meeting publie:

"Jésus-Christ, c’est le free-trade; le free-trade, c’est Jésus-Christ!"

On comprend que toute cette hypocrisie n’était pas propre à faire goûter aux ouvriers le pain à bon marché.

Comment d’ailleurs les ouvriers auraient-ils pu comprendre la philanthropie soudaine des fabricants, de ces gens qui étaient occupés encore à combattre le bill des dix heures, par lequel on voulait réduire la journée de l’ouvrier de fabrique de douze heures à dix heures.

Pour vous faire une idée de la philanthropie de ces fabricants, je vous rappellerai, messieurs, les règlements établis dans toutes les fabriques.

Chaque fabricant a pour son usage particulier un véritable code où il y a des amendes fixées pour toutes les fautes volontaires ou involontaires. Par exemple, l’ouvrier payera tant, s’il a le malheur de s’asseoir sur une chaise, s’il chuchote, cause, rit, s’il arrive quelques minutes trop tard, si une partie de la machine se casse, s’il ne livre pas les objets d’une qualité voulue, etc., etc. Les amendes sont toujours plus fortes que le dommage véritablement occasionné par l’ouvrier. Et pour donner à l’ouvrier toute facilité d’encourir des peines, on fait avancer la pendule de

la fabrique, on fournit de mauvaises matières premières pour que l'ouvrier en fasse de bonnes pièces. On destitue le contremaître qui ne serait pas assez habile pour multiplier les cas de contravention.

Vous le voyez, messieurs, cette législation domestique est faite pour enfanter des contraventions, et on fait faire des contraventions pour faire de l'argent. Ainsi, le fabricant emploie tous les moyens pour réduire le salaire nominal et pour exploiter jusqu'aux accidents dont l'ouvrier n'est pas le maître.

Ces fabricants, ce sont les mêmes philanthropes qui ont voulu faire croire aux ouvriers qu'ils étaient capables de faire des dépenses énormes, uniquement pour améliorer leur sort.

Ainsi, d'un côté, ils rognent le salaire de l'ouvrier par les règlements de fabrique de la manière la plus mesquine, et de l'autre, ils s'imposent les plus grands sacrifices pour le faire rehausser par l'Anti-corn-law league.

Ils construisent à grands frais des palais, où la league établissait, en quelque sorte, sa demeure officielle; ils font marcher une armée de missionnaires vers tous les points de l'Angleterre, pour qu'ils prêchent la religion du libre-échange; ils font imprimer et distribuer gratis des milliers de brochures pour éclairer l'ouvrier sur ses propres intérêts, ils dépensent des sommes énormes pour rendre la presse favorable à leur cause, ils organisent une vaste administration pour diriger les mouvements libre-échangistes, et ils déploient toutes les richesses de leur éloquence dans les meetings publics. C'était dans un de ces meetings qu'un ouvrier s'écria:

Si les propriétaires fonciers vendaient nos os, vous autres, fabricants, vous seriez les premiers à les acheter, pour les jeter dans un moulin à vapeur et en faire de la farine.

Les ouvriers anglais ont très bien compris la signification de la lutte entre les propriétaires fonciers et les capitalistes industriels. Ils savent très bien qu'on voulait rabaisser le prix du pain pour rabaisser le salaire et que le profit industriel augmenterait de ce que la rente aurait diminué.

Ricardo, l'apôtre des free-traders anglais, l'économiste le plus distingué de notre siècle, est sur ce point parfaitement d'accord avec les ouvriers.

Il dit dans son célèbre ouvrage sur l'économie politique:

"Si, au lieu de récolter du blé chez nous, nous découvrons un nouveau marché où nous pourrions nous procurer ces objets à meilleur compte, dans ce cas les salaires doivent baisser et les profits d'accroître. La baisse du prix des produits de l'agriculture réduit les salaires non seulement des ouvriers employés à la culture de la terre, mais encore de tous ceux qui travaillent aux manufactures ou qui sont employés au commerce."

Et ne croyez pas, messieurs, que ce soit chose tout à fait indifférente pour l'ouvrier de ne recevoir plus que 4 francs, le blé étant à meilleur marché, quand auparavant il a reçu 5 francs.

Son salaire n’est-il pas toujours tombé par rapport au profit? Et n’est-il pas clair que sa position sociale a empiré vis-à-vis du capitalisme. Outre cela, il perd encore dans le fait.

Tant que le prix du blé était encore plus élevé, le salaire l’étant également, une petite épargne faite sur la consommation du pain suffisait pour lui procurer d’autres jouissances, mais du moment que le pain et en conséquence le salaire est à très bon marché, il ne pourra presque rien économiser sur le pain pour l’achat des autres objets.

Les ouvriers anglais ont fait sentir aux free-traders qu’ils ne sont pas les dupes de leurs illusions et de leurs mensonges, et si, malgré cela, ils se sont associés à eux contre les propriétaires fonciers, c’était pour détruire les derniers restes de la féodalité et pour n’avoir plus affaire qu’à un seul ennemi. Les ouvriers ne se sont pas trompés dans leurs calculs, car les propriétaires fonciers, pour se venger des fabricants, ont fait cause commune avec les ouvriers pour faire passer le bill des dix heures, que ces derniers avaient vainement demandé depuis trente ans, et qui passa immédiatement après l’abolition des droits sur les céréales.

Si, au congrès des économistes, le docteur Bowring a tiré de sa poche une longue liste pour faire voir toutes les pièces de bœuf, de jambon, de lard, de poulets, etc., etc. qui ont été importées en Angleterre, pour être consommées, comme il dit, par les ouvriers, il a malheureusement oublié de vous dire qu’au même instant les ouvriers de Manchester et des autres villes

manufacturières, se trouvaient jetés sur le pavé par la crise qui commençait.

En principe, en économie politique, il ne faut jamais grouper les chiffres d’une seule année pour en tirer des lois générales. Il faut toujours prendre le terme moyen de six à sept ans – laps de temps pendant lequel l’industrie moderne passe par les différentes phases de prospérité, de surproduction, de stagnation, de crise et achève son cycle fatal.

Sans doute, si le prix de toutes les marchandises tombe, et c’est là la conséquence nécessaire du libre-échange, je pourrai me procurer pour un franc bien plus de choses qu’auparavant. Et le franc de l’ouvrier vaut autant que tout autre. Donc, le libre-échange sera très avantageux à l’ouvrier. Il y a seulement un petit inconvénient à cela, c’est que l’ouvrier, avant d’échanger son franc pour d’autres marchandises, a fait d’abord l’échange de son travail contre le capital. Si dans cet échange il recevait toujours pour le même travail le franc en question, et que le prix de toutes les autres marchandises tombait, il gagnerait toujours à ce marché. Le point difficile, ce n’est pas de prouver que le prix de toute marchandise baissant, j’aurai plus de marchandises pour le même argent.

Les économistes prennent toujours le prix du travail au moment où il s’échange contre d’autres marchandises, Mais ils laissent tout à fait de côté le moment où le travail opère son échange contre le capital.

Quand il faudra moins de frais pour mettre en mouvement la machine qui produit les marchandises, les choses nécessaires pour entretenir cette machine qui s'appelle travailleur, coûteront également moins cher. Si toutes les marchandises sont à meilleur marché, le travail, qui est aussi une marchandise, baissera également de prix, et, comme nous le verrons plus tard, ce travail marchandise baissera proportionnellement beaucoup plus que les autres marchandises. Le travailleur, comptant toujours sur l'argumentation des économistes, trouvera que le franc s'est fondu dans sa poche, et qu'il ne lui reste plus que cinq sous.

Là-dessus les économistes vous diront: eh bien, nous convenons que la concurrence parmi les ouvriers, qui certes n'aura pas diminué sous le régime du libre-échange, ne tardera pas à mettre les salaires en accord avec le bas prix des marchandises. Mais d'autre part le bas prix des marchandises augmentera la consommation; la plus grande consommation exigera une plus grande production, laquelle sera suivie d'une plus forte demande de bras, et à cette plus forte demande de bras succédera une hausse de salaires.

Toute cette argumentation revient à ceci: le libre-échange augmente les forces productives. Si l'industrie va croissant, si la richesse, si le pouvoir productif; si, en un mot, le capital productif augmente la demande du travail, le prix du travail, et, par conséquent, le salaire, augmente également. La meilleure condition pour l'ouvrier, c'est l'accroissement du capital. Et il faut en convenir. Si le capital reste stationnaire, l'industrie ne restera pas seulement stationnaire, mais elle déclinera, et, en ce cas, l'ouvrier en sera la première victime. Il périra avant le

capitaliste. Et dans le cas où le capital va croissant, dans cet état de choses que nous avons dit le meilleur pour l'ouvrier, quel sera son sort? Il périra également. L'accroissement du capital productif implique l'accumulation et la concentration des capitaux. La centralisation des capitaux amène une plus grande division du travail et une plus grande application des machines. La plus grande division du travail détruit la spécialité du travail, détruit la spécialité du travailleur et, en mettant à la place de cette spécialité un travail que tout le monde peut faire, elle augmente la concurrence entre les ouvriers.

Cette concurrence, devient d'autant plus forte, que la division du travail donne à l'ouvrier le moyen de faire à lui seul le travail de trois.

Les machines produisent le même résultat sur une beaucoup plus grande échelle. L'accroissement du capital productif, en forçant les capitalistes industriels à travailler avec des moyens toujours croissants, ruine les petits industriels et les jette dans le prolétariat. Puis, le taux de l'intérêt diminuant à mesure que les capitaux s'accumulent, les petits rentiers qui ne peuvent plus vivre de leurs rentes seront forcés de se lancer dans l'industrie pour aller augmenter ensuite le nombre des prolétaires.

Enfin, plus le capital productif augmente, plus il est forcé de produire pour un marché dont il ne connaît pas les besoins, plus la production précède la consommation, plus l'offre cherche à forcer la demande, et, en conséquence, les crises augmentent d'intensité et de rapidité. Mais toute crise, à son tour, accélère la centralisation des capitaux et grossit le prolétariat.

Ainsi, à mesure que le capital productif s’accroît, la concurrence entre les ouvriers s’accroît dans une proportion beaucoup plus forte. Le rétribution du travail diminue pour tous, et le fardeau du travail augmente pour quelques-uns.

En 1829, il y avait à Manchester, 1 088 fileurs occupée dans 36 fabriques. En 1841, il n’y en avait plus que 448, et ces ouvriers étaient occupés à 53.353 fuseaux de plus que les 1 088 ouvriers de 1829. Si le rapport du travail manuel avait augmenté proportionnellement au pouvoir productif, le nombre des ouvriers aurait dû atteindre le chiffre de 1848, de sorte que les améliorations apportées dans la mécanique ont enlevé le travail à 1 100 ouvriers.

Nous savons d’avance la réponse des économistes. Ces hommes privés d’ouvrage, disent-ils, trouveront un autre emploi de leurs bras. M. le docteur Bowring n’a pas manqué de reproduire cet argument au congrès des économistes, mais il n’a pas manqué non plus de se réfuter lui-même.

En 1833, M. le docteur Bowring prononçait un discours à la Chambre des communes, au sujet des 50 000 tisserands de Londres qui depuis très longtemps se meurent d’inanition, sans pouvoir trouver cette nouvelle occupation que les free-traders font entrevoir dans le lointain.

Nous allons donner les passages les plus saillants de ce discours de M. le docteur Bowring.

"La misère des tisserands à la main," dit-il, "est le sort inévitable de toute espèce de travail qui s'apprend facilement et qui est susceptible d'être à chaque instant remplacé par des moyens moins coûteux. Comme dans ce cas la concurrence entre les ouvriers est extrêmement grande, le moindre relâchement dans la demande amène une crise. Les tisserands à la main se trouvent en quelque sorte placés sur les limites de l'existence humaine. Un pas de plus et leur existence devient impossible. Le moindre choc suffit pour les lancer dans la carrière du dépérissement. Les progrès de la mécanique, en supprimant de plus en plus le travail manuel, amènent infailliblement pendant l'époque de la transition bien des souffrances temporelles. Le bien-être national ne saurait être acheté qu'au prix de quelques maux individuels. On n'avance en industrie qu'aux dépens des traînards; et de toutes les découvertes, le métier à vapeur est celle qui pèse avec le plus de poids sur les tisserands à la main. Déjà dans beaucoup d'articles qui se sont faits à la main, le tisserand a été mis hors de combat, mais il sera battu sur bien des choses qui se font encore à la main."

Je tiens, dit-il plus loin, "entre mes mains une correspondance du gouverneur général avec la Compagnie des Indes orientales. Cette correspondance concerne les tisserands du district de Dacca. Le gouverneur dit dans ses lettres: il y a quelques années la Compagnie des Indes orientales recevait six à huit millions de pièces de coton, qui étaient fabriquées par les métiers du pays; la demande en tomba graduellement et fut réduite à un million de pièces environ."

"Dans ce moment, elle a presque complètement cessé. De plus, en 1800, l'Amérique du Nord a tiré des Indes presque

800 000 pièces de coton. En 1830, elle n’en tirait même pas 4.000. Enfin, en 1800, on a embarqué, pour être transférées en Portugal, un million de pièces de coton. En 1830, le Portugal n’en recevait plus que 20 000. Les rapports sur la détresse des tisserands indiens sont terribles. Et quelle fut l’origine de cette détresse?"

La présence sur le marché des produite anglais; la production de l’article au moyen du métier à vapeur. Un très grand nombre de tisserands est mort d’inanition; le restant a passé à d’autres occupations et surtout aux travaux ruraux. Ne pas savoir changer d’occupation, c’était un arrêt de mort. Et en ce moment, le district de Dacca regorge des fils et des tissus anglais. La mousseline de Dacca, renommée dans tout le monde pour sa beauté et la fermeté de sa texture, est également éclipsée par la concurrence des machines anglaises. Dans toute l’histoire du commerce, on aurait peut-être de la peine à trouver des souffrances pareilles à celles qu’ont dû supporter de cette manière des classes entières dans les Indes orientales.

Le discours de M. le docteur Bowring est d’autant plus remarquable que les faits qui y sont cités sont exacts, et que les phrases dont il cherche à les pallier, portent tout à fait le caractère d’hypocrisie commun à tous les serinons libre-échangistes. Il représente les ouvriers comme des moyens de production qu’il faut remplacer par des moyens de production moins coûteux. Il fait semblant de voir dans le travail dont il parle, un travail tout à fait exceptionnel, et dans la machine qui a écrasé les tisserands, une machine également exceptionnelle. Il oublie qu’il n’y a pas de travail manuel qui ne soit susceptible de subir d’un jour à l’autre le sort du tissage.

"Le but constant et la tendance de tout perfectionnement dans le mécanisme est, en effet, de se passer entièrement de l'homme ou d'en diminuer le prix en substituant l'industrie des femmes et des enfants à celle de l'ouvrier adulte ou le travail de l'ouvrier grossier a celui de l'habile artisan. Dans la plupart des filatures par métiers continus, en anglais throstlemills, la filature est entièrement exécutée par des filles de seize ans et au-dessous. La substitution de la mule-jenny automatique à la mule-jenny ordinaire a pour effet de congédier la plupart des fileurs et de garder des enfants et des adolescents."

Ces paroles du libre-échangiste le plus passionné, M. le docteur Ure, servent à compléter les confessions de M. Bowring. M. Bowring parle de quelques maux individuels, et dit, en même temps, que ces maux individuels font périr des classes entières; il parle des souffrances passagères dans le temps de transition, et en même temps qu'il en parle, il ne dissimule pas que ces souffrances passagères ont été pour la plupart le passage de la vie à la mort, et pour le restant le mouvement de transition dans une condition inférieure à celle dans laquelle ils étaient placés auparavant. S'il dit. plus loin, que les malheurs de ces ouvriers sont inséparables du progrès de l'industrie et nécessaires au bien-être national, il dit simplement que le bien-être de la classe bourgeoise a pour condition nécessaire le malheur de la classe laborieuse.

Toute la consolation que M. Bowring prodigue aux ouvriers qui périssent, et, en général, toute la doctrine de compensation que les free-traders établissent, revient à ceci:

Vous autres, milliers d'ouvriers qui périssez, ne vous désolez pas. Vous pouvez mourir en toute tranquillité. Votre classe ne périra pas. Elle sera toujours assez nombreuse pour que le capital puisse la décimer, sans avoir à craindre de l'anéantir. D'ailleurs, comment voulez-vous que le capital trouve un emploi utile, s'il n'avait pas soin de se ménager toujours la matière exploitable, les ouvriers, pour les exploiter de nouveau?

Mais aussi, pourquoi poser encore comme problème à résoudre, l'influence que la réalisation du libre-échange exercera sur la situation de la classe ouvrière? Toutes les lois que les économistes ont exposées, depuis Quesnay jusqu'à Ricardo, sont établies dans la supposition que les entraves qui enchaînent encore la liberté commerciale n'existent plus. Ces lois se confirment au fur et à mesure que le libre-échange se réalise.

La première de ces lois, c'est que la concurrence réduit le prix de toute marchandise au minimum de ses frais de production. Ainsi le minimum de salaire est le prix naturel du travail. Et qu'est-ce que le minimum du salaire? C'est tout juste ce qu'il faut pour faire produire les objets indispensables à la sustentation de l'ouvrier, pour le mettre en état de se nourrir tant bien que mal et de propager tant soit peu sa race.

Ne croyons pas pour cela que l'ouvrier n'aura que ce minimum de salaire, ne croyons pas, non plus, qu'il aura ce minimum de salaire toujours.

Non, d'après cette loi, la classe ouvrière sera quelquefois plus heureuse. Elle aura parfois plus que le minimum; mais ce surplus ne sera que le supplément de ce qu'elle aura eu, moins que le minimum, dans le temps de stagnation industrielle. Cela veut dire que, dans un certain laps de temps qui est toujours périodique, dans ce cercle que fait l'industrie, en passant par les vicissitudes de prospérité, de surproduction, de stagnation, de crise, en comptant tout ce que la classe ouvrière aura eu de plus et de moins que le nécessaire, on verra qu'en somme elle n'aura eu ni plus ni moins que le minimum; c'est-à-dire la classe ouvrière se sera conservée comme classe après bien de malheurs, de misères et de cadavres laissés sur le champ de bataille industriel. Mais qu'importe? La classe subsiste toujours et, mieux que cela, elle se sera accrue.

Ce n'est pas tout. Le progrès de l'industrie produit des moyens d'existence moins coûteux. C'est ainsi que l'eau-de-vie a remplacé la bière, que le coton a remplacé la laine et le lin, et que la pomme de terre a remplacé le pain.

Ainsi, comme on trouve toujours moyen d'alimenter le travail avec des choses moins chères et plus misérables, le minimum du salaire va toujours en diminuant. Si ce salaire a commencé à faire travailler l'homme pour vivre, il finit par faire vivre l'homme d'une vie de machine. Son existence n'a d'autre valeur que celle d'une simple force productive, et le capitaliste le traite en conséquence.

Cette loi du travail marchandise, du minimum du salaire, se vérifiera à mesure que la supposition des économistes, le libre-échange, sera devenue une vérité, une actualité. Ainsi, de deux choses l'une: ou il faut renier toute

l’économie politique basée sur la supposition du libre-échange, ou bien il faut convenir que les ouvriers seront frappés de toute la rigueur des lois économiques sous ce libre-échange.

Pour nous résumer: dans l’état actuel de la société, qu’est-ce donc que le libre-échange? C’est la liberté du capital. Quand vous aurez fait tomber les quelques entraves nationales qui enchaînent encore la marche du capital, vous n’aurez fait qu’en affranchir entièrement l’action. Tant que vous laissez subsister le rapport du travail salarié au capital, l’échange des marchandises entre elles aura beau se faire dans les conditions les plus favorables, il y aura toujours une classe qui exploitera, et une classe qui sera exploitée. On a véritablement de la peine à comprendre la prétention des libre-échangistes, qui s’imaginent que l’emploi plus avantageux du capital fera disparaître l’antagonisme entre les capitalistes industriels et les travailleurs salariés. Tout au contraire, tout ce qui en résultera, c’est que l’opposition de ces deux classes se dessinera plus nettement encore.

Admettez un instant qu’il n’y ait plus de lois céréales, plus de douane, plus d’octroi, enfin que toutes les circonstances accidentelles, auxquelles l’ouvrier peut encore s’en prendre, comme étant les causes de sa situation misérable, aient entièrement disparu, et vous aurez déchiré autant de voiles qui dérobaient à ses yeux son véritable ennemi.

Il verra que le capital devenu libre ne le rend pas moins esclave que le capital vexé par les douanes.

Messieurs, ne vous en laissez pas imposer[27] par le mot abstrait de liberté. Liberté de qui? Ce n’est pas la liberté d’un simple individu, en présence d’un autre individu. C’est la liberté qu’a le capital d’écraser le travailleur.

Comment voulez-vous encore sanctionner la libre concurrence par cette idée de liberté quand cette liberté n’est que le produit d’un état de choses basé sur la libre concurrence?

Nous avons fait voir ce que c’est que la fraternité que le libre-échange fait naître entre les différentes classes d’une seule et même nation. La fraternité que le libre-échange établirait entre les différentes nations de la terre ne serait guère plus fraternelle. Désigner par le nom de fraternité universelle l’exploitation à son état cosmopolite, c’est une idée qui ne pouvait prendre origine que dans le sein de la bourgeoisie. Tous les phénomènes destructeurs que la libre concurrence fait naître dans l’intérieur d’un pays se reproduisent dans des proportions plus gigantesques sur le marché de l’univers. Nous n’avons pas besoin de nous arrêter plus longuement aux sophismes que débitent à ce sujet les libre-échangistes, et qui valent bien les arguments de nos trois lauréats, MM. Hope, Morse et Greg.

On nous dit, par exemple, que le libre-échange ferait naître une division du travail internationale qui assignerait à chaque pays une production en harmonie avec ses avantages naturels.

Vous pensez peut-être, Messieurs, que la production du café et du sucre, c’est la destinée naturelle des Indes

occidentales.

Deux siècles auparavant, la nature, qui ne se mêle guère du commerce, n’y avait mis ni café, ni canne à sucre.

Et il ne se passera peut-être pas un demi-siècle que vous n’y trouverez plus ni café ni sucre, car les Indes orientales, par la production à meilleur marché, ont déjà victorieusement combattu cette prétendue destinée naturelle des Indes occidentales. Et ces Indes occidentales avec leurs dons naturels sont déjà pour les Anglais un fardeau aussi lourd que les tisserands de Dacca, qui, eux aussi, étaient destinés depuis l’origine des temps à tisser à la main.

Une chose encore qu’il ne faut jamais perdre de vue, c’est que, de même que tout est devenu monopole, il y a aussi de nos jours quelques branches industrielles qui dominent toutes les autres et qui assurent aux peuples qui les exploitent le plus, l’empire sur le marché de l’univers. C’est ainsi que dans le commerce international le coton à lui seul a une plus grande valeur commerciale que toutes les autres matières premières employées pour la fabrication des vêtements, prises ensemble. Et il est véritablement risible de voir les libre-échangistes faire ressortir les quelques spécialités dans chaque branche industrielle pour les mettre en balance avec les produits de commun usage, qui se produisent à meilleur marché dans les pays où l’industrie est le plus développée.

Si les libre-échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s’enrichir aux dépens de l’autre,

nous ne devons pas en être étonnés, puisque ces mêmes messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment, dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe.

Ne croyez pas, messieurs, qu'en faisant la critique de la liberté commerciale nous ayons l'intention de défendre le système protectionniste.

On se dit ennemi du régime constitutionnel, on ne se dit pas pour cela ami de l'ancien régime.

D'ailleurs, le système protectionniste n'est qu'un moyen d'établir chez un peuple la grande industrie, c'est-à-dire de le faire dépendre du marché de l'univers, et du moment qu'on dépend du marché de l'univers on dépend déjà plus ou moins du libre-échange. Outre cela, le système protecteur contribue à développer la libre concurrence dans l'intérieur d'un pays. C'est pourquoi nous voyons que dans les pays où la bourgeoisie commence à se faire valoir comme classe, en Allemagne, par exemple, elle fait de grands efforts pour avoir des droite protecteurs. Ce sont pour elle des armes contre la féodalité et contre le gouvernement absolu, c'est pour elle un moyen de concentrer ses forces, de réaliser le libre-échange dans l'intérieur du même pays.

Mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté

commerciale hâte la révolution sociale. C’est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange.

Préambule des statuts de la 1re Internationale

Texte élaboré par Marx, septembre 1864

CONSIDÉRANT

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux[28] , et pour l'élimination de tout régime de classe.

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude sous toutes ses formes, la misère sociale, l'avilissement intellectuel et la dépendance politique.

Que par conséquent l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen.

Que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué, faute de solidarité et d'unité entre les travailleurs des

différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières de divers pays.

Que l'émancipation du travail, n'étant un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne, et nécessite pour sa solution le concours théorique et pratique des pays les plus avancés.

Que le mouvement qui vient de renaître parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, tout en réveillant de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et d'unifier le plus tôt possible les efforts encore épars.

Pour ces raisons, l'Association internationale des travailleurs a été fondée.

Sur l'aristocratie ouvrière et le colonialisme*

Lettre de K. Marx à S. Meyer et A. Vogt, 1870

*Traduction réalisée par la rédaction de la maison d'édition Contradiction Éditions

Après-demain (11 avril), je vous enverrai les documents de l'Internationale que j'aurai sous la main. (Il est trop tard pour les envoyer aujourd'hui.) Je vous enverrai également d'autres rapports de Bâle.

Parmi le matériel envoyé, vous trouverez également plusieurs copies des résolutions du Conseil général du 30 novembre sur l'amnistie irlandaise, résolutions que vous connaissez déjà et dont j'ai pris l'initiative; de même qu'une brochure irlandaise sur le traitement des condamnés Fenians.

J'avais l'intention de présenter d'autres motions sur la transformation nécessaire de l'Union actuelle (c'est-à-dire l'asservissement de l'Irlande) en une fédération libre et égale avec la Grande-Bretagne. Pour l'instant, tout progrès dans cette affaire, en ce qui concerne les résolutions publiques, a été suspendu en raison de mon absence forcée

du Conseil général. Aucun autre membre de ce Conseil n'a une connaissance suffisante des affaires irlandaises et un prestige adéquat auprès des membres anglais pour pouvoir me remplacer à cet égard.

Cependant, le temps n'a pas été perdu et je vous demande d'accorder une attention particulière à ce qui suit:

Après avoir étudié la question irlandaise pendant de nombreuses années, je suis arrivé à la conclusion que le coup décisif contre les classes dirigeantes anglaises (et il sera décisif pour le mouvement ouvrier dans le monde entier) ne peut être porté en Angleterre mais seulement en Irlande.

Le 1er janvier 1870, le Conseil général a publié un circulare confidentiel rédigé par moi en français (car seules les revues françaises, et non les allemandes, produisent des répercussions importantes en Angleterre) sur les rapports de la lutte nationale irlandaise avec l'émancipation de la classe ouvrière, et par conséquent sur l'attitude que l'Association internationale doit prendre à l'égard de la question irlandaise.

Je ne vous donnerai ici que très brièvement les points saillants.

L'Irlande est le rempart de l'aristocratie terrienne anglaise. L'exploitation de ce pays n'est pas seulement l'une des principales sources de leur richesse matérielle, c'est aussi leur plus grande force morale. Ils représentent, en effet, la domination sur l'Irlande. L'Irlande est donc le moyen

cardinal par lequel l'aristocratie anglaise maintient sa domination en Angleterre même.

Si, d'autre part, l'armée et la police anglaises étaient retirées d'Irlande demain, vous auriez immédiatement une révolution agraire en Irlande. Mais la chute de l'aristocratie anglaise en Irlande implique et a pour conséquence nécessaire sa chute en Angleterre. Et cela fournirait la condition préliminaire à la révolution prolétarienne en Angleterre. La destruction de l'aristocratie foncière anglaise en Irlande est une opération infiniment plus facile qu'en Angleterre même, parce qu'en Irlande la question foncière a été jusqu'à présent la forme exclusive de la question sociale, parce qu'elle est une question d'existence, de vie et de mort, pour l'immense majorité du peuple irlandais, et parce qu'elle est en même temps inséparable de la question nationale. Sans parler du fait que le caractère irlandais est plus passionné et plus révolutionnaire que celui des Anglais.

Quant à la bourgeoisie anglaise, elle a tout d'abord un intérêt commun avec l'aristocratie anglaise à faire de l'Irlande un simple pâturage qui fournit au marché anglais de la viande et de la laine aux prix les plus bas possibles. Elle a également intérêt à réduire la population irlandaise, par l'expulsion et l'émigration forcée, à un nombre si faible que le capital anglais (capital investi dans des terres louées pour l'agriculture) puisse y fonctionner en "sécurité". Il a le même intérêt à défricher les domaines d'Irlande qu'il avait à défricher les districts agricoles d'Angleterre et d'Écosse. Il faut aussi tenir compte des 6.000 à 10.000 livres sterling de revenus des propriétaires absents et autres revenus irlandais qui, à l'heure actuelle, affluent annuellement à Londres.

Mais la bourgeoisie anglaise a aussi des intérêts beaucoup plus importants dans l'économie actuelle de l'Irlande. En raison de la concentration sans cesse croissante des baux, l'Irlande envoie constamment ses propres surplus sur le marché du travail anglais, ce qui a pour effet de faire baisser les salaires et d'abaisser la situation matérielle et morale de la classe ouvrière anglaise.

Et le plus important de tout! Chaque centre industriel et commercial d'Angleterre possède maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles, les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais ordinaire déteste l'ouvrier irlandais comme un concurrent qui abaisse son niveau de vie. Par rapport à l'ouvrier irlandais, il se considère comme un membre de la nation dominante et, par conséquent, il devient un instrument des aristocrates et des capitalistes anglais contre l'Irlande, renforçant ainsi leur domination sur lui. Il nourrit des préjugés religieux, sociaux et nationaux contre l'ouvrier irlandais. Son attitude envers lui est à peu près la même que celle des "Blancs pauvres" envers les Noirs dans les anciens États esclavagistes des États-Unis. L'Irlandais le rembourse avec les intérêts de son propre argent. Il voit dans l'ouvrier anglais à la fois le complice et l'outil stupide des dirigeants anglais en Irlande.

Cet antagonisme est artificiellement entretenu et intensifié par la presse, la chaire, les journaux comiques, bref, par tous les moyens dont disposent les classes dirigeantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. C'est le secret par lequel la classe capitaliste maintient son pouvoir. Et cette dernière en est parfaitement consciente.

Mais le mal ne s'arrête pas là. Il se poursuit au-delà de l'océan. L'antagonisme entre Anglais et Irlandais est la base cachée du conflit entre les États-Unis et l'Angleterre. Il rend impossible toute coopération honnête et sérieuse entre les classes ouvrières des deux pays. Il permet aux gouvernements des deux pays, quand ils le jugent bon, de briser le conflit social par leurs brimades mutuelles et, en cas de besoin, par la guerre entre les deux pays.

L'Angleterre, métropole du capital, puissance qui a jusqu'ici régi le marché mondial, est actuellement le pays le plus important pour la révolution ouvrière, et de plus le seul pays où les conditions matérielles de cette révolution ont atteint un certain degré de maturité. C'est donc l'objet le plus important de l'Association Internationale des Travailleurs que de hâter la révolution sociale en Angleterre. Le seul moyen de la hâter est de rendre l'Irlande indépendante. C'est donc la tâche de l'Internationale de mettre partout au premier plan le conflit entre l'Angleterre et l'Irlande, et partout de prendre ouvertement parti pour l'Irlande. C'est la tâche particulière du Conseil central de Londres de faire comprendre aux ouvriers anglais que pour eux, l'émancipation nationale de l'Irlande n'est pas une question de justice abstraite ou de sentiment humanitaire, mais la première condition de leur propre émancipation sociale.

Tels sont, en gros, les points essentiels de la lettre circulaire, qui donne ainsi en même temps les raisons d'être des résolutions prises par le Conseil central sur l'amnistie irlandaise. Un peu plus tard, j'ai envoyé à l'Internationale (organe de notre Comité central belge à Bruxelles) un article anonyme, rédigé en termes forts, sur

le traitement des Fenians par les Anglais, etc. et attaquant Gladstone, etc. Dans cet article, j'ai également dénoncé les Républicains français (la Marseillaise avait imprimé des sottises sur l'Irlande écrites ici par le misérable Talandier) parce que dans leur égoïsme national, ils gardent toute leur colère pour l'Empire.

Cela a marché. Ma fille Jenny a écrit une série d'articles à la Marseillaise, les signant J. Williams (elle s'était appelée Jenny Williams dans sa lettre privée à la rédaction) et a publié, entre autres, la lettre de O'Donovan Rossa. D'où un immense bruit.

Après de nombreuses années de refus cynique, Gladstone est finalement contraint d'accepter une enquête parlementaire sur le traitement des prisonniers Fenians. Jenny est maintenant la correspondante régulière de la Marseillaise pour les affaires irlandaises. (Le gouvernement et la presse britanniques sont furieux parce que la question irlandaise est maintenant à l'ordre du jour en France et que ces voyous sont maintenant surveillés et exposés sur tout le continent via Paris.

Nous avons frappé un autre oiseau avec la même pierre, nous avons forcé les dirigeants irlandais, les journalistes, etc., à Dublin, à entrer en contact avec nous, ce que le Conseil général n'avait pas pu faire auparavant!

En Amérique, vous disposez d'un vaste terrain pour travailler dans le même sens. Une coalition des travailleurs allemands avec les travailleurs irlandais (et bien sûr aussi avec les travailleurs anglais et américains qui sont prêts à y

adhérer) est la plus grande réalisation que vous puissiez faire maintenant. Cela doit être fait au nom de l'Internationale. La signification sociale de la question irlandaise doit être claire.

La prochaine fois, je ferai quelques remarques sur la position des travailleurs anglais.

Salutations et fraternité.

L'indifférence en matière politique

K. Marx, 1873

"La classe ouvrière ne doit pas se constituer en parti politique; elle ne doit, en aucune condition, mener une action politique, parce que combattre l'État c'est le reconnaître, ce qui est contraire aux principes éternels! Les travailleurs ne doivent pas faire de grèves, parce que faire des efforts pour augmenter les salaires ou pour en empêcher la diminution, signifierait reconnaître le salaire: ce qui est contraire aux principes éternels de l'émancipation de la classe ouvrière!"

"Si, dans la lutte politique contre l'État bourgeois, les ouvriers ne se coalisent que pour arracher des concessions, ils font des compromis: ce qui est contraire aux principes éternels! On doit, dès lors, rejeter tout mouvement pacifique et laisser cette mauvaise habitude aux ouvriers anglais et américains. Les ouvriers ne doivent pas chercher à obtenir la limitation légale de la journée de travail, car cela équivaudrait à un compromis avec les patrons, lesquels alors ne pourraient plus les exploiter que pendant 10 ou 12 heures au lieu de 14 ou 16. Ils ne doivent pas non plus se donner de peine pour obtenir par la loi l'interdiction de l'emploi des petites filles au-dessous de 10 ans dans les fabriques, parce que, par ce moyen, ils ne font pas cesser l'exploitation des petits garçons au-dessous de 10 ans: ils commettent, dès lors, un nouveau compromis qui nuit à la pureté des principes éternels."

"Les ouvriers doivent encore moins, à l'instar de la République américaine, s'efforcer d'obtenir de l'État dont le budget est grassement alimenté par la classe ouvrière, qu'il soit obligé de donner aux enfants des travailleurs l'instruction primaire, parce que l'instruction primaire n'est pas l'instruction intégrale. Il vaut mieux que les ouvriers et les ouvrières ne sachent lire ni écrire, ni compter plutôt que de recevoir l'instruction d'un maître d'école de l'État. Il vaut beaucoup mieux que l'ignorance et un travail quotidien de 16 heures abrutissent la classe ouvrière plutôt que violer les principes éternels!"

"Si la lutte politique de la classe ouvrière assume des formes violentes, si les ouvriers substituent leur dictature révolutionnaire à la dictature de la classe bourgeoise, ils commettent le terrible délit de lèse-principe; parce que pour satisfaire leurs misérables et profanes besoins de tous les jours, pour écraser la résistance de la classe bourgeoise, au lieu de déposer les armes et d'abolir l'État, ils donnent à celui-ci une forme révolutionnaire et transitoire. Les ouvriers ne doivent pas former des organisations professionnelles parce que, ce faisant, ils perpétuent la division du travail social telle qu'on la trouve dans la société bourgeoise: cette division qui désunit les ouvriers est vraiment la base de leur actuelle servitude. Si, dans la lutte politique contre l'État bourgeois, les ouvriers ne se coalisent que pour arracher des concessions, ils font des compromis: ce qui est contraire aux principes éternels! On doit, dès lors, rejeter tout mouvement pacifique et laisser cette mauvaise habitude aux ouvriers anglais et américains. Les ouvriers ne doivent pas chercher à obtenir la limitation légale de la journée de travail, car cela équivaudrait à un compromis avec les patrons, lesquels

alors ne pourraient plus les exploiter que pendant 10 ou 12 heures au lieu de 14 ou 16. Ils ne doivent pas non plus se donner de peine pour obtenir par la loi l'interdiction de l'emploi des petites filles au-dessous de 10 ans dans les fabriques, parce que, par ce moyen, ils ne font pas cesser l'exploitation des petits garçons au-dessous de 10 ans: ils commettent, dès lors, un nouveau compromis qui nuit à la pureté des principes éternels."

"En un mot, les ouvriers doivent se croiser les bras et ne pas perdre leur temps en des mouvements politiques et économiques. Ces mouvements ne peuvent leur donner que des résultats transitoires. En hommes vraiment religieux, ils doivent, méprisant leurs besoins quotidiens, crier, pleins de foi: 'Que notre classe soit crucifiée, que notre race périsse, mais que restent immaculés les principes éternels!'. Ils doivent, comme de pieux chrétiens, croire en la parole du curé, mépriser les biens de cette terre et ne penser qu'à gagner le paradis. Au lieu du paradis, lisez liquidation sociale qui surviendra un jour dans quelque coin perdu du monde, on ne sait comment, ni par l'œuvre de qui, et la mystification sera claire en tout et pour tout."

"Dans l'attente, donc, de cette fameuse liquidation sociale, la classe ouvrière doit se comporter honnêtement - comme un troupeau de moutons paisibles; laisser tranquille le gouvernement; craindre la police; respecter les lois et fournir sans se plaindre de la chair à canon."

"Dans la vie pratique de tous les jours, les ouvriers doivent être les plus obéissants serviteurs de l'État, mais, dans leur foi intérieure, ils doivent protester énergiquement contre son existence et lui témoigner le plus profond dédain

théorique par l'acquisition et la lecture d'œuvres littéraires sur l'abolition de l'État. Ils doivent également bien se garder d'opposer une autre résistance au régime capitaliste en dehors des déclarations sur la société future dans laquelle l'odieux régime aura cessé d'exister!"

Personne ne voudra contester que si les apôtres de l'indifférence en matière politique s'exprimaient d'une façon aussi claire, la classe ouvrière les enverrait à tous les diables et se sentirait insultée par ces doctrinaires bourgeois et par ces gentilshommes qui déraillent, qui sont imbéciles ou ingénus au point de lui interdire tout moyen réel de lutte, parce que toutes les armes pour combattre, il faut les prendre dans la société actuelle et parce que les conditions objectives de cette lutte ont le malheur de ne pas s'adapter aux fantaisies idéalistes que ces docteurs ès sciences sociales ont érigées en divinité sous les noms de Liberté, Autonomie, Anarchie. Mais, le mouvement de la classe ouvrière est aujourd'hui si puissant que ces sectaires philanthropes n'osent plus répéter, pour la lutte économique, les grandes vérités, qu'ils proclament incessamment sur la lutte politique. Ils sont trop pusillanimes pour les appliquer encore aux grèves, aux coalitions, aux organisations professionnelles, aux lois sur le travail des femmes et des enfants, sur la limitation du temps de travail, etc..., etc.

Maintenant, essayons de voir dans quelle mesure ils peuvent s'appuyer sur les bonnes traditions, sur la pudeur, sur la bonne foi et sur les principes éternels!

Les conditions sociales n'étant pas suffisamment développées pour permettre à la classe ouvrière de se

constituer en classe militante, les premiers socialistes (Fourier, Owen, Saint-Simon, etc.) , ont dû fatalement se borner à des rêves sur la société modèle de l'avenir et condamner toutes les tentatives telles que les grèves, coalitions et mouvements politiques entrepris par les ouvriers en vue d'apporter quelque amélioration à leur sort. Mais s'il ne nous est pas permis de renier ces patriarches du socialisme pas plus qu'il n'est permis aux chimistes de renier leurs ancêtres, les alchimistes, nous devons cependant éviter de retomber dans leurs erreurs, qui, commises par nous, seraient inexcusables.

Mais, dès 1839 - lorsque la lutte politique et économique de la classe ouvrière eut pris en Angleterre un caractère suffisamment accentué - Bray, un des disciples d'Owen et un de ceux qui, bien avant Proudhon, avaient trouvé le mutuellisme, publia un livre Labours wrongs and Labours remedy (les Maux et les remèdes du travail).

Dans un des chapitres sur l'inefficacité de tous les remèdes que l'on veut obtenir par la lutte actuelle, il fait une âpre critique de tous les mouvements, tant politiques qu'économiques, des ouvriers anglais; il condamne le mouvement politique, les grèves, la limitation des heures de travail, la réglementation du travail des femmes et des enfants dans les fabriques; parce que tout cela - selon lui - au lieu de nous faire sortir de l'état actuel de la société, nous y maintient et ne fait que rendre plus intenses les antagonismes.

Nous voici, maintenant, chez l'oracle de ces docteurs en sciences sociales, chez Proudhon. Tandis que le maître avait le courage de se prononcer énergiquement contre

tous les mouvements économiques (coalitions, gréves, etc.), qui étaient contraires aux théories rédemptrices de son mutuellisme, bien qu'il encourageât lui-même par ses écrits et par sa participation personnelle le mouvement politique de la classe ouvrière, ses disciples n'osent se prononcer ouvertement contre le mouvement. Déjà, en 1847, époque où parut l'œuvre principale du maître: les Contradictions économiques, je réfutai ses sophismes contre le mouvement ouvrier[29]

Toutefois en 1864, après la loi Ollivier qui accordait aux ouvriers français, d'une façon si restreinte, le droit de coalition, Proudhon revint à la charge dans son livre De la capacité politique des classes ouvrières publié peu de jours après sa mort.

Les attaques du maître étaient tellement conformes au goût des bourgeois que le Times, à l'occasion de la grande grève des tailleurs de Londres en 1866, fit à Proudhon l'honneur de le traduire et de condamner les grévistes par ses propres paroles. En voici quelques preuves.

Les mineurs de Rive-de-Gier s'étaient mis en grève; les soldats étaient envoyés pour les réduire à la raison.

L'autorité - s'écrie Proudhon, - qui fit fusiller les mineurs de Rive-de-Gier fut bien malheureuse. Mais elle agit comme l'ancien Brutus placé entre son amour de père et son devoir de consul: il fallait sacrifier ses enfants pour sauver la République. Brutus n'hésita pas, et la postérité n'a pas osé le condamner[30] .

De mémoire de prolétaires, on ne se souvient pas d'un seul bourgeois qui ait hésité à sacrifier ses ouvriers pour sauver ses propres intérêts. Quels Brutus que ces bourgeois!

Et bien non: il n'y a pas plus de droit de coalition qu'il n'y a un droit de chantage, de l'escroquerie et du vol, pas plus qu'il n'y a un droit de l'inceste ou de l'adultère[31] .

Il faut dire cependant qu'il y aP.-J. Proudhon : De la capacité politique des classes ouvrières. Paris, Lacroix et Cie, éd. 1868 certainement le droit à la sottise.

Quels sont donc les principes éternels au nom desquels le maître lance ses anathèmes abracadabrants?

Premier principes éternel:

Le taux des salaires détermine le prix des marchandises.

Ceux mêmes qui n'ont aucune notion d'économie politique et qui ignorent que le grand économiste bourgeois Ricardo, dans son livre: Principes d'économie politique publié en 1817, a réfuté une fois pour toutes cette erreur traditionnelle, connaissent le fait si remarquable de l'industrie anglaise laquelle peut livrer ses produits à un prix assez inférieur à celui de n'importe quelle autre nation, alors que les salaires sont relativement plus élevés en Angleterre que dans tout autre pays d'Europe.

Second principe éternel:

La loi qui autorise les coalitions est foncièrement antijuridique, antiéconomique, contraire à toute société et à tout ordre.

En un mot, "contraire au droit économique de la libre concurrence". Si le maître eût été un peu moins chauvin, il se serait demandé comment on s'explique que, quarante ans avant, une loi aussi contraire aux droits économiques de la libre concurrence avait été promulguée en Angleterre et comment se fait-il qu'à mesure que l'industrie se développe et avec elle la libre concurrence, cette loi si contraire à toute société et à tout ordre s'impose comme une nécessité même à tous les États bourgeois. Il aurait peut-être découvert que ce droit (avec un D majuscule) n'existe que dans les manuels économiques, rédigés par les frères ignorantins de l'économie politique bourgeoise, manuels dans lesquels on trouve des perles de ce genre: "La propriété est le fruit du travail"... des autres - ont-ils oublié d'ajouter.

Troisième principe éternel:

Ainsi, sous prétexte de relever la classe ouvrière d'une soi-disant infériorité sociale, il faudra commencer par dénoncer en masse toute une classe de citoyens: la classe des maîtres, entrepreneurs, patrons et bourgeois: il faudra exciter la Démocratie travailleuse au mépris et à la haine de ces affreux et insaisissables coalisés de la classe moyenne; il faudra préférer à la répression légale la guerre mercantile et industrielle; à la police de l'État l'antagonisme des classes[32] .

Le maître, pour empêcher la classe ouvrière de sortir de sa soi-disant infériorité sociale, condamne les coalitions que

constitue la classe ouvrière en tant que classe antagoniste de la respectable catégorie des patrons, entrepreneurs et bourgeois, qui, certainement, préfère comme Proudhon, la police de l'État à l'antagonisme des classes. Pour éviter tout dégoût à cette classe respectable, le bon Proudhon conseille aux ouvriers comme le meilleur remède (jusqu'à l'avènement du régime mutuelliste et malgré ses graves inconvénients) "la liberté ou concurrence, notre unique garantie[33] ". Le maître prêchait l'indifférence en matière économique pour mettre à l'abri la liberté ou concurrence bourgeoise, notre unique garantie; les disciples prêchent l'indifférence en matière politique pour mettre à l'abri la liberté bourgeoise, leur unique garantie. Si les premiers chrétiens qui, eux aussi, prêchaient l'indifférence en matière politique, eurent besoin du bras d'un empereur pour se transformer d'opprimés en oppresseurs, les apôtres modernes de l'indifférence en matière politique ne croient pas que leurs principes éternels leur imposent l'abstinence des plaisirs mondains et des privilèges temporels de la société bourgeoise.

Toutefois, nous devons reconnaître que c'est avec un stoïcisme digne des martyrs chrétiens, qu'ils supportent les 14 et 16 heures de travail qu'on impose aux ouvriers dans les fabriques!

Enquête ouvrière

Karl Marx 20 avril 1880

Aucun gouvernement (monarchiste ou républicain bourgeois) n’a osé entreprendre une enquête sérieuse sur la situation de la classe ouvrière française. Mais, en revanche, que d’enquêtes sur les crises agricoles, financières, industrielles, commerciales, politiques.

Les infamies de l’exploitation capitaliste révélées par l’enquête officielle du gouvernement anglais[34] ; les conséquences légales que ces révélations ont produites (limitation de la journée légale de travail à 10 heures, lois sur le travail des femmes et des enfants, etc.) ont rendu la bourgeoisie française encore plus craintive des dangers que pourrait représenter une enquête impartiale et systématique.

En attendant que nous puissions amener le gouvernement républicain à imiter le gouvernement monarchique de l’Angleterre, à ouvrir une grande enquête sur les faits et méfaits de l’exploitation capitaliste, nous allons, avec les faibles moyens dont nous disposons, essayer d’en commencer une. Nous espérons être soutenus dans notre œuvre, par tous les ouvriers des villes et des campagnes qui comprennent qu’eux seuls peuvent décrire en toute connaissance de cause les maux qu’ils endurent; qu’eux seuls, et non des sauveurs providentiels peuvent appliquer énergiquement les remèdes aux misères que l’exploitation capitaliste leurs font subir.

I

1. Quel est votre métier?

2. Est-ce que l'atelier où vous travaillez appartient à un capitaliste ou à une compagnie d'actionnaires?

3. Donnez le nombre de personnes employées

4. donnez leur âge et leur sexe

5. Quel est âge le plus jeune auquel les enfants (garçons et filles) sont admis?

6. Donnez le nombre de surveillants et des autres salariés qui ne sont pas des salariés ordinaires.

7. Y a-t-il des apprentis? – Combien?

8. Outre les ouvriers ordinairement et régulièrement employés, y'en a-t-il d'autres qui ne viennent qu' à certaines saisons?

9. Est-ce que l'entreprise de votre patron travaille exclusivement ou principalement pour les chalands de la localité, pour le marché intérieur général ou pour l'exportation étrangère?

10.L’atelier est-il situé à la campagne ou à la ville?

11.Si votre atelier est situé à la campagne est-ce que votre travail industriel suffit à vous faire vivre, ou bien le combinez vous avec un travail agricole?

12. Est-ce que votre travail est fait à la main ou avec l’aide des machines?

13. Donnez des détails sur la division du travail de votre industrie.

14. Emploie-t-on la vapeur comme force motrice?

15. [35]

16. Décrivez les conditions hygiéniques de l’atelier: dimension des pièces, place assignée à chaque ouvrier; ventilation, température, blanchissement des murs à la chaux, lieux d’aisance, propreté générale; bruit des machines, poussières métalliques, humidité, etc.

l7. Existe-t-il une surveillance municipale ou gouvernementale sur les conditions hygiéniques des ateliers?

l8. Dans votre industrie, y a-t-il des émanations délétères spéciales engendrant des maladies spécifiques pour les ouvriers?

19. L’atelier est-il encombré de machines?

20. La force motrice, les appareils de transmission et les machines sont-elles protégées de manière à prévenir tout accident?

21. Énumérez les accidents arrivés durant votre expérience personnelle.

22. Si vous travaillez dans une mine, énumérez les mesures préventives prises par votre employeur pour ventiler, pour empêcher les explosions et autres accidents dangereux.

23. Si vous travaillez dans une fabrique de produit chimique, dans une usine, une manufacture d’objets métalliques ou toute autre industrie présentant des dangers spéciaux, énumérez les mesures de prévention prises par votre employeur.

24. Quels sont les moyens d’éclairage de votre atelier (gaz, pétrole, etc.)?

25. En cas d’incendie, les moyens de fuite sont-ils suffisants?

26. En cas d’accident votre employeur est-il obligé légalement d’indemniser l’ouvrier ou sa famille?

27. Sinon, a-t-il jamais indemnisé ceux à qui il est arrivé malheur pendant qu’ils travaillaient à l’enrichir?

28. Y a-t-il un service médical dans votre atelier?

29. Si vous travaillez à votre domicile, décrivez l’état de votre chambre de travail. – vous servez-vous seulement d’outil ou de petite machine? – vous faites vous aider par vos enfants ou d’autres personnes (adultes ou enfants, mâles ou femelles)? – travaillez-vous pour des clients particuliers ou pour un entrepreneur? – traitez-vous directement avec lui ou par un intermédiaire?

II

30. Énumérez les heures de travail quotidiennes et les jours de travail pendant la semaine.

31. Énumérez les jours fériés pendant l’année.

32. Quelles sont les interruptions de la journée de travail?

33. Les repas sont-ils pris à des intervalles déterminés ou irrégulièrement? Sont-ils pris en dehors de l’atelier?

34. Travaille-t-on pendant les heures des repas?

35. Si on emploie la vapeur, quand la donne-t-on, quand l’arrête-t-on?

36. Y a-t-il du travail de nuit?

37. Énumérez les heures de travail des enfants et des jeunes personnes en dessous de 16 ans.

38. Y-a-t-il des relais d’enfants et de jeunes personnes se remplaçant mutuellement pendant les heures de travail?

39. Les lois sur le travail des enfants sont-elles mises en vigueur par le gouvernement ou la municipalité? Les employeurs s’y soumettent-ils?

40. Existe-t-il des écoles pour les enfants et les jeunes personnes employés dans votre métier? S’il y en a, quelles sont les heures d’école? qui les dirige? Qu’ y enseigne-t-on?

41. Quand le travail est de nuit et de jour, quel est le système de relais?

42. Quelle est la prolongation habituelle des heures de travail pendant la période de grande activité industrielle?

43 .Les machines sont-elles nettoyées par des ouvriers spécialement engagés pour ce travail; ou le sont-elles gratuitement par les ouvriers employés aux machines pendant leur journée de travail?

44. Quels sont les règlements et les amendes pour les retards? quand la journée de travail commence-t-elle, quand recommence-t-elle après le repas?

45. Quel temps perdez-vous en vous rendant à l’atelier et en rentrant chez vous?

III

46. Quels sont les contrats que vous passez avec votre employeur? Êtes-vous engagé à la journée, à la semaine, au mois, etc.?

47. Quelles sont les conditions stipulées pour donner ou recevoir son congé?

48. Dans le cas de bris de contrat, quand c’est l’employeur qui est en faute, quelle est sa pénalité?

49. Quand c’est l’ouvrier qui est en faute qu’elle est sa pénalité?

50. S’il y a des apprentis, quels sont les termes de leur contrat?

51. Votre travail est-il régulier ou irrégulier?

52. Dans votre métier travaille-t-on seulement de certaines saisons; ou est-ce que le travail, dans les temps ordinaires, est distribué plus ou moins également pendant toute l’année? Si vous ne travaillez qu’à de certaines saisons, comment vivez-vous dans l’intervalle?

53. Étés vous payé au temps ou à la pièce?

54. Si vous êtes payé au temps, êtes vous payé à l’heure ou à la journée?

55. Y a-t-il des salaires extra, pour du travail extra? Quels sont-ils?

56. Si vos salaires sont payés à la pièce, comment les fixe-t-on? Si vous êtes employé dans des industries où le travail est mesuré par la quantité ou le poids, comme c’est le cas dans les mines, votre employeur ou ses commis ont-ils recours à des tricheries pour vous frauder d’une partie de vos gains?

57. Si vous êtes payé à la pièce, fait-on de la qualité de l’article un prétexte pour des déductions frauduleuses de vos salaires?

58. Que vous soyez payé à la pièce ou au temps, quand êtes-vous payé, en d’autres mots combien long est le crédit que vous faite à votre maître avant de recevoir le prix du travail exécuté? Étés vous payé après une semaine. un mois, etc?

59. Avez-vous remarqué que le retard dans le paiement de vos salaires vous oblige à recourir fréquemment au mont de piété[36] , payant là un haut taux d'intérêt, vous dépouillant de choses dont vous avez besoin; de faire des dettes chez les boutiquiers, devenant leur proie parce que vous êtes leur débiteur? Connaissez-vous des cas où des ouvriers ont perdu leurs salaires par la faillite ou la banqueroute de leurs patrons?

60. Les salaires sont-ils payés directement par le patron ou par des intermédiaires (marchandeurs, etc…)?

61. Si les salaires sont payés par des marchandeurs ou d'autres intermédiaires, quels sont les termes de votre contrat?

62. Quel est le taux de votre salaire en argent au jour et à la semaine?

63. Quels sont les salaires des femmes et des enfants coopérant avec vous dans le même atelier?

64. Quel a été dans votre atelier le salaire à la journée le plus élevé pendant le mois dernier?

65. Quel a été le salaire à la pièce le plus élevé pendant le mois dernier?

66. Quel a été votre salaire pendant le même temps, et si vous avez une famille, quels sont les salaires de votre femme et de vos enfants?

67. Les salaires sont-ils payés entièrement en argent ou autrement?

68. Si c’est votre employeur qui vous loue votre domicile quelles sont les conditions? Est-ce qu’il déduit le loyer de votre salaire?

69.Quels sont les prix des objets nécessaires, tels que:

* Loyer de votre habitation; conditions de locations; le nombre de pièces qui la composent, des personnes qui y demeurent: réparations, assurances; achat et entretien du mobilier, chauffage, éclairage, tabac.

* Nourriture: pain, viande, légumes, pommes de terre, etc., laitages, oeufs, poissons, beurre, huile, saindoux, sucre, sel, épiceries, café, chicorée. bière, cidre, vin, etc.. tabac.

* Habillement: pour les parents et les enfants, blanchissage, soins de propreté, bains, savons, etc.

* Frais divers: ports de lettres, emprunt et dépôts au mont-de-piété, frais d’école des enfants, d’apprentissage, achat de journaux. de livres, etc., contributions à des sociétés de secours mutuels pour des grèves, des coalitions, des sociétés de résistance, etc.

* Frais, s’il y en a, occasionnés par l’exercice de votre métier.

* Impôts

70. Essayez d’établir le budget hebdomadaire et annuel de vos revenus et de ceux de votre famille, de vos dépenses hebdomadaires et annuelles!

71. Avez vous remarqué, durant votre expérience personnelle, une plus grande hausse dans les objets nécessaires à la vie, tels que logement, nourriture, etc., que dans le salaire?

72. Énumérez les variations dans le taux des salaires qui vous sont connues.

73. Mentionnez les abaissements de salaires dans les temps de stagnation et de crise industrielle.

74. Mentionnez les hausses de salaires dans les prétendus temps de prospérité.

75. Mentionnez les interruptions dans le travail par le changement des modes et les crises particulières et générales. Racontez vos propres chômages involontaires.

76. Comparez les prix des articles que vous produisez ou des services que vous rendez avec le prix de votre travail.

77. Citez le cas que vous connaissez d'ouvriers déplacés par l'introduction des machines ou des autres perfectionnements.

78. Avec le développement des machines et la productivité du travail, l'intensité ou la durée du travail ont-elles augmenté ou diminué?

79. Connaissez-vous aucune augmentation de salaire comme conséquence des progrès de la production?

80. Avez-vous jamais connu des ouvriers ordinaires qui aient pu se retirer à l'âge de 50 ans et vivre sur l'argent gagné dans leur qualité de salarié?

81. Quel est, dans votre métier, le nombre d'années pendant lequel un ouvrier de santé moyenne peut continuer à travailler?

IV

82. Existe-t-il des sociétés de résistance[37] dans votre métier et comment sont-elles conduites? – envoyez leurs statuts et règlements.

83. Combien de grèves se sont produites dans votre métier pendant le cours de votre expérience?

84 .Combien de temps ces grèves ont-elles duré?

85.Étaient-elles générales ou partielles?

86. (…) de la journée de travail ou étaient-elles causées par d'autres motifs?

87. Quels ont été leurs résultats?

88. Parlez de l'action des Prud'hommes.

89. Votre métier a t-il soutenu des grèves d'ouvriers appartenant à d'autres corps de métiers?

90. Parlez des règlements et des pénalités établies par votre employeur pour le gouvernement de ses salariés.

91. Y a t-il des coalitions d'employeurs pour imposer des réductions de salaires, des augmentations de travail, pour entraver des grèves et plus généralement pour imposer leur volonté?

92. Connaissez-vous des cas où le gouvernement ait abusé des forces publiques pour les mettre au service des employeurs contre leurs employés?

93. Connaissez-vous des cas où le gouvernement soit intervenu pour protéger les ouvriers contre les exactions des maîtres et leurs illégales coalitions?

94. Le gouvernement fait-il exécuter contre les maîtres les lois qui existent sur le travail? Est-ce que les inspecteurs remplissent leur devoir?

95. Existe t-il dans votre atelier ou votre métier des sociétés de secours mutuel pour les cas d'accidents, de maladie, de mort, d'incapacité temporaire de travail, de vieillesse, etc. Envoyez leurs statuts et règlements.

96. Est-ce que l'entrée de ces sociétés est volontaire ou compulsive? Est-ce que les fonds sont exclusivement sous le contrôle des ouvriers?

97. Si les contributions sont compulsives et sous le contrôle des maîtres, les retiennent-ils sur les salaires? Est-ce qu'elles sont rendues à l'ouvrier quand il donne congé ou est expulsé? Connaissez-vous des cas où des ouvriers ont bénéficié de soi-disant caisses de retraite contrôlées par les patrons, mais dont le capital constituant est prélevé sur les salaires des ouvriers?

98. Y a t-il des sociétés coopératives dans votre métier? Comment sont-elles dirigées? Est-ce qu'elles emploient des ouvriers du dehors de la même façon que les capitalistes le font?

99. Existe t-il dans votre métier des ateliers où les rétributions des ouvriers sont payées en partie sous le nom de salaires et en partie sous le nom de prétendus coparticipations dans les profits? Comparez les sommes reçues par ces ouvriers et celles reçues par d'autres ouvriers où il n'existe pas de prétendue coparticipation dans les profits. Énumérez les engagements des ouvriers vivant sous ce régime. Peuvent-ils faire des grèves etc., ou leur est-il simplement permis d'être les humbles serviteurs de leurs maîtres?

100. Quelles sont les conditions générales, physiques, intellectuelles, morales, des ouvrières et ouvriers employés dans votre métier?

101. Observations générales. Il s'agit du nom générique donné à l'époque aux syndicats, illégaux à l'époque. la loi abrogeant la loi Le chapelier de 1792, date de 1884.

Un juste salaire quotidien pour un juste travail quotidien

F. Engels, 7 mai 1881

Un juste salaire quotidien pour un juste travail quotidien.

C'était là la devise du mouvement ouvrier anglais au cours des cinquante dernières années. Devise qui a rendu service au moment de la montée des Trade Unions après l'abrogation des peu fameuses lois d'association; qui a encore plus rendu service au temps du glorieux mouvement chartiste, lorsque les ouvriers anglais marchaient à la tête de la classe ouvrière européenne. Mais le temps a passé et beaucoup de choses qui étaient désirables et nécessaires il y a cinquante ou même trente ans, sont maintenant surannées et totalement déplacées. Est-ce que ce vieux mot d'ordre, jadis honoré, appartient aussi à ces choses surannées?

Un juste salaire pour un juste travail? Mais qu'est-ce qu'un juste salaire, et qu'est-ce qu'un juste travail? Comment sont-ils déterminés par les lois sous lesquelles vit et se développe la société moderne? Pour répondre à ces questions, nous ne devons pas nous adresser à la morale, à la loi ou à l'équité, ni à un quelconque sentiment d'humanité, de justice ou même de charité. Car ce qui est juste du point de vue de la morale, ce qui est juste même

devant la loi, peut être loin d'être juste socialement. La justice ou l'injustice sociale est déterminée par une seule science: la science qui traite des faits matériels de la production et de l'échange, la science de l'économie politique.

Aujourd'hui, qu'est-ce que l'économie politique appelle un salaire quotidien juste et un travail quotidien juste? Simplement le taux du salaire et la longueur et l'intensité d'un, travail journalier qui sont déterminés par la concurrence entre employeurs et employés sur le marché libre. Et qu'est-ce qu'ils représentent, quand ils sont ainsi déterminés?

Un salaire quotidien juste, dans des conditions normales, est la somme nécessaire pour procurer au travailleur les moyens d'existence indispensables, conformément au standard de vie de sa localité et de son pays, pour se maintenir en état de travailler et pour perpétuer sa race. Le taux actuel du salaire, avec les fluctuations économiques, peut être quelques fois au-dessus, quelques fois au-dessous de cette somme; mais dans des conditions normales, cette somme pourrait être la moyenne de toutes les oscillations.

Un travail quotidien juste est cette longueur de la journée de travail et cette intensité du travail qui use en un seul jour toute la force de travail de l'ouvrier sans empiéter sur sa capacité de produire une même somme de travail pour les jours suivants.

Alors, la transaction peut être ainsi décrite: l'ouvrier donne au capitaliste toute sa force de travail de la journée, c'est-à-dire tout ce qu'il peut donner sans rendre impossible la

répétition continuelle de la transaction. En échange, il reçoit juste assez — et pas plus — pour vivre et conserver la possibilité de recommencer chaque jour le même travail. L'ouvrier donne le maximum et le capitaliste le minimum que la nature du contrat permettra. C'est là une espèce très spéciale d'équité.

Mais entrons un peu plus profondément dans le sujet. Étant donné, selon les économistes, que les salaires et les journées de travail sont fixés par la concurrence, l'équité semble requérir que des deux côtés il y ait la même chance au départ avec des conditions égales. Or cela n'est pas le cas. Le capitaliste, s'il ne peut pas s'entendre avec le travailleur, a les moyens d'attendre et peut vivre sur son capital. L'ouvrier ne peut pas. Il n'a que le salaire pour vivre et doit donc accepter le travail quand, où et comment il peut l'obtenir. L'ouvrier n'a aucune égalité au départ. Il est terriblement handicapé par la faim. Et cela, selon l'économie politique de la classe capitaliste, est le sommet de l'équité.

Mais ce n'est là qu'une simple bagatelle. L'application de la force mécanique et des machines aux nouvelles activités et l'extension et le perfectionnement du machinisme dans les activités déjà envahies par lui permettent de jeter de plus en plus d'ouvriers sur le pavé; et le rythme auquel les ouvriers sont ainsi jetés sur le pavé est plus rapide que celui de leur absorption et de leur réemploi dans les usines du pays. Ces ouvriers jetés sur le pavé forment une armée industrielle de réserve à l'usage du capital. Si les affaires sont mauvaises, ils peuvent mourir de faim, mendier, voler ou aller dans les Workhouses; si les affaires sont bonnes, ils sont prêts à travailler pour l'expansion de la production; et jusqu'à ce que le tout dernier homme, femme ou enfant de

cette armée de réserve ait trouvé du travail — ce qui ne se produit qu'au moment de la surproduction frénétique — sa concurrence maintiendra les salaires à un bas niveau et, par son existence même, il renforcera la force du capital dans sa lutte avec le travail. Ainsi, dans sa course avec le capital, le travail n'est pas seulement handicapé, il doit encore traîner un boulet de canon rivé à ses pieds. Pourtant, cela est équitable, selon l'économie politique capitaliste.

Mais demandons-nous un peu avec quels fonds le capital paie-t-il ces très justes salaires? Avec du capital, évidemment. Mais le capital ne produit pas de valeur. Le travail est, avec la terre, la seule source de valeur; le capital lui-même n'est que le produit accumulé du travail. De sorte que le salaire du travailleur est payé par le travail, c'est-à-dire que l'ouvrier est payé avec son propre produit. Salon ce que nous pourrions appeler l'équité commune, le salaire du travailleur consisterait en produit de son travail. Mais cela ne serait pas juste, d'après l'économie politique. Au contraire, le produit du travail de l'ouvrier va au capitaliste et l'ouvrier ne reçoit pas de lui plus que le juste nécessaire pour vivre. Ainsi, le résultat de cette course de compétition rarement "égale", c'est que le produit du travail de ceux qui travaillent est inévitablement accumulé entre les mains de ceux qui ne travaillent pas et devient, entre leurs mains, le plus puissant moyen pour réduire en esclavage les véritables hommes qui le produisent.

Un salaire quotidien juste pour un travail quotidien juste! Beaucoup de choses pourraient être dites aussi sur le travail quotidien juste, où le juste n'a pas plus de valeur ici que dans le salaire. Mais cela, nous devons le laisser pour une autre fois. De ce qui a été établi, il est assez clair que

le vieux mot d'ordre a fait son temps et ne survivra plus longtemps de nos jours. L'équité de l'économie politique, telle que la posent vraiment les lois qui régissent la société actuelle, cette équité n'est que d'un seul côté: de celui du capital. Laissons, alors, la vieille devise être enterrée pour toujours et remplaçons-la par celle-ci:

La possession des moyens de travail (des matières premières, des usines, de l'outillage) par la classe ouvrière elle-même.

Le système du salariat

F. Engels 21 mai 1881

Dans un précédent article nous avons examiné la devise en son temps honorée: "Un salaire quotidien juste pour un travail quotidien juste", et nous sommes arrivés à la conclusion que le plus juste des salaires quotidiens, dans les conditions actuelles, est nécessairement équivalent à la très injuste répartition du produit de l'ouvrier: la plus grande part de ce produit allant dans les poches du capitaliste et l'ouvrier recevant tout juste ce qui lui permettra de rester en état de travailler et de propager sa race.

C'est là une loi économique où, en d'autres termes, une loi de l'organisation économique actuelle de la société, qui est plus forte que tout le droit coutumier ou écrit d'Angleterre réuni, y compris la cour de la chancellerie. Tant que la société sera divisée en deux classes antagonistes: d'un côté, les capitalistes qui monopolisent l'ensemble des moyens de production, la terre, les matières premières, l'outillage; de l'autre, les travailleurs, ceux qui travaillent et sont privés de toute propriété sur les moyens de production, ne possédant rien d'autre que leur propre force de travail; tant que cette organisation sociale existera, la loi du salaire restera toute puissante et rivera chaque jour davantage les chaînes par lesquelles l'homme qui travaille est rendu esclave de son propre produit monopolisé par le capitaliste.

Les Trade Unions de ce pays ont, depuis près de soixante ans, combattu contre cette loi. Avec quel résultat? Ont-ils réussi à libérer la classe ouvrière de l'esclavage dans lequel le capital — c'est-à-dire le produit de ses propres mains — la tient? Ont-ils permis à une seule fraction de la classe ouvrière de s'élever au-dessus de la situation d'esclave salarié, de devenir propriétaire de ses propres moyens de production, des matières premières, outils, outillage nécessaires dans leur travail, et ainsi devenir les propriétaires du produit de leur propre travail? Il est bien connu que non seulement ils n'y ont pas réussi mais qu'ils.n'ont jamais essayé.

Nous ne voulons pas dire par là que les Trade Unions sont inutiles, parce qu'elles ne l'ont pas fait. Au contraire, les Trade Unions en Angleterre, aussi bien que dans tout autre pays industriel, sont une nécessité pour la classe ouvrière dans sa lutte contre le capital. Le taux moyen du salaire est égal à la somme de ce qui "est nécessaire" pour conserver la "race" des ouvriers dans un quelconque pays conformément au standard de vie habituel dans ce pays. Ce standard de vie peut être très différent pour diverses catégories d'ouvriers. Le grand mérite des Trade Unions, dans leur lutte pour conserver le taux de salaire et réduire les heures de travail, est qu'elles tendent à conserver et à augmenter le standard de vie. Dans la banlieue Est de Londres, il y a de nombreux métiers dont le travail est aussi qualifié et aussi dur que celui de maçon ou de manœuvre maçon, et pour lesquels cependant les salaires ne sont que la moitié de ceux des maçons ou des manœuvres maçons. Pourquoi? Simplement parce qu'une organisation puissante permet à ceux qui sont organisés de maintenir un standard de vie comparativement élevé comme base servant à mesurer leurs salaires, tandis que ceux qui ne sont pas organisés et par conséquent impuissants ont à subir non

seulement l'inévitable mais aussi l'arbitraire empiétement de leurs employeurs: leur standard de vie est graduellement réduit, ils apprennent à vivre avec des salaires de plus en plus bas et leurs salaires naturels tombent au niveau qu'ils ont eux-mêmes appris à considérer comme suffisant.

La loi du salaire, donc, n'est pas une loi qui trace une ligne rigide et inébranlable. Elle n'est pas inexorable dans certaines limites. Il y a, à tout moment (excepté pendant les grandes périodes de dépression), pour chaque métier, une certaine latitude dans laquelle le taux du salaire peut être modifié par le résultat de la lutte entre les deux parties qui sont en conflit. Le salaire, dans chaque cas, est fixé par un contrat et, dans un contrat, celui qui résiste le plus longtemps et le mieux a la plus grande chance d'obtenir plus que son dû. Si l'ouvrier isolé cherche à établir son contrat avec le capitaliste, il est forcément battu et se soumet à discrétion; mais si une corporation entière d'ouvriers constitue une puissante organisation, collecte parmi les ouvriers un fonds pour leur permettre de défier leurs employeurs en cas de nécessité, et ainsi devient capable de traiter avec ces employeurs comme une force, alors, et alors seulement, ils ont une chance d'arriver à ce que la pitance, qu'ils reçoivent conformément à la constitution économique de la société présente, puisse être appelée un salaire quotidien juste pour un travail quotidien juste.

La loi du salaire n'est pas renversée par la lutte des syndicats. Au contraire, elle est renforcée par elle. Sans les moyens de résistance qu'offrant les syndicats, le travailleur ne recevrait même pas ce qui lui est dû conformément aux règles du système salarial. C'est seulement par la crainte

des syndicats qu'il a devant lui, que le capitaliste peut être amené à accorder à son ouvrier puissamment organisé la totalité de la valeur de sa force de travail. Voulez-vous une preuve? Regardez les salaires payés aux membres des syndicats et regardez ceux payés aux innombrables petits métiers dans cette mare de misère stagnante qu'est la banlieue Est de Londres.

Ainsi les syndicats n'attaquent pas le système salarial. Or ce n'est pas le haut ou le bas niveau des salaires qui constitue la dégradation économique de la classe ouvrière: cette dégradation réside dans le fait que, au lieu de recevoir pour son travail la totalité du produit de son travail, la classe ouvrière doit se satisfaire avec une portion de son propre produit appelée salaire. Le capitaliste empoche la totalité du produit (payant l'ouvrier sur ce produit) parce qu'il est le propriétaire des instruments de travail. Et, par conséquent, il n'y a pas de rédemption réelle pour la classe ouvrière tant qu'elle ne deviendra pas propriétaire de tous les instruments de travail: terre, matières premières, outillage, etc., et, de ce fait, aussi propriétaire de la totalité du produit de son propre travail.

Les syndicats
F. Engels

1ère partie
28 mai - 4 juin 1881

Dans notre dernier article, nous avons considéré l'action des syndicats en tant que force imposant la loi économique des salaires contre les employeurs. Nous revenons sur ce sujet, car il est de la plus haute importance que la classe ouvrière le comprenne à fond.

Nous pensons qu'aucun ouvrier anglais d'aujourd'hui n'a besoin d'apprendre que c'est l'intérêt du capitaliste individuel aussi bien que de la classe capitaliste en général de réduire le plus possible les salaires. Le produit du travail, après déduction de toutes les dépenses, est divisé, comme Ricardo l'a irréfutablement prouvé, en deux parts: l'une constitue les salaires des travailleurs, l'autre les profits des capitalistes. Or, le produit net du travail étant, dans chaque cas individuel, une quantité donnée, il est évident que la part appelée profit ne peut pas augmenter sans que la part appelée salaire diminue. Nier que c'est l'intérêt du capitaliste de réduire les salaires, équivaudrait à dire que ce n'est pas son intérêt d'accroître son profit.

Nous savons très bien qu'il y a d'autres moyens d'accroître temporairement les profits, mais ces moyens ne modifiant

pas la loi générale, il n'y a nul besoin de nous en inquiéter ici.

Alors, comment les capitalistes peuvent-ils réduire les salaires si le taux du salaire est gouverné par une loi distincte et bien définie de l'économie sociale? La loi économique des salaires est là, et est irréfutable. Mais, comme nous l'avons vu, elle est élastique et elle l'est de deux façons. Le taux du salaire peut être diminué, dans un métier particulier, soit directement par une graduelle accoutumance des travailleurs de ce métier à un bas niveau de vie, soit indirectement par l'accroissement du nombre d'heures de travail par jour (ou l'intensité du travail pendant le même nombre d'heures de travail) sans accroissement de la paye.

Et l'intérêt de chaque capitaliste individuel d'accroître son profit en réduisant les salaires de ses ouvriers est constamment stimulé par la concurrence que les capitalistes d'un même métier se font entre eux. Chacun d'eux essaye de liquider son concurrent, et, à moins de sacrifier son profit, il doit essayer, et réduire les salaires. Ainsi, la pression sur le taux du salaire due à l'intérêt de chaque capitaliste individuel est considérablement accrue par la concurrence entre capitalistes. Ce qui était avant une question, de plus ou moins de profit devient avec la concurrence une question de nécessité.

Contre cette pression constante et incessante, les ouvriers inorganisés n'ont aucun moyen effectif de résistance. Donc, dans les métiers où les ouvriers ne sont pas organisés, les salaires tendent constamment à baisser et le nombre d'heures de travail à augmenter. Lentement, mais

sûrement, ce processus se poursuit. Les périodes de prospérité peuvent de temps à autre l'interrompre, mais les périodes de dépression qui suivent l'accélèrent encore plus. La classe ouvrière graduellement s'habitue à un niveau de vie de plus en plus bas. Tandis que la durée de la journée de travail s'approche de plus en plus du maximum possible, les salaires, eux, s'approchent de plus en plus de leur minimum absolu, c'est-à-dire de la somme en dessous de laquelle il devient absolument impossible pour l'ouvrier de vivre et de se perpétuer.

Il y a eu une exception temporaire à cela, au début de ce siècle. L'extension rapide des machines et de l'utilisation de la vapeur n'était pas suffisante pour répondre à l'accroissement encore plus rapide de la demande en produit de ces machines. Dans ces métiers, les salaires, à l'exception de ceux des enfants vendus par le work-house à l'entrepreneur, étaient généralement élevés; ces métiers-là exigeaient un travail manuel si qualifié qu'on ne pouvait pas se procurer d'ouvriers sans un salaire très élevé: ce qu'un teinturier, un mécanicien, un tailleur, un filateur avait l'habitude de recevoir semble maintenant fabuleux. Au même moment, les métiers supplantés par les machines étaient lentement réduits à disparaître. Mais bientôt, les nouvelles machines inventées supplantaient à leur tour ces ouvriers bien payés; la machine qui fabriquait la machine était inventée et sa production était telle que l'approvisionnement en machines non seulement égalait, mais dépassait la demande. Lorsque la paix générale, en 1815, eut rétabli la régularité du commerce, les fluctuations décennales entre prospérité, surproduction et panique commerciale commencèrent à se manifester. Alors, les quelques avantages que la classe ouvrière avait conservés du vieux temps prospère et peut-être même améliorés pendant la période de surproduction frénétique,

lui furent repris pendant la période des mauvaises affaires et de panique; et bien vite la population ouvrière d'Angleterre fut soumise à la loi générale selon laquelle les salaires du travail inorganisé tendent constamment vers le minimum absolu.

Mais entre temps, les syndicats, légalisés en 1824, entrèrent en action et il était grand temps. Les capitalistes sont toujours organisés. Dans la plupart des cas, ils n'ont besoin d'aucune organisation formelle, d'aucune règle, ni d'aucun fonctionnaire, etc... Leur petit nombre en comparaison avec celui des ouvriers, le fait de leur formation en classe séparée, de leurs relations sociales et commerciales constantes, tenaient lieu d'organisation; ce n'est que plus tard, lorsqu'une branche d'entrepreneurs eut pris possession d'un district, comme ce fut le cas pour l'industrie du coton dans le Lancashire, qu'un syndicat capitaliste formel devint nécessaire. En d'autres termes, la classe ouvrière, dès le début, ne peut rien faire sans une organisation puissante, bien définie par des règles et déléguant son autorité aux dirigeants et aux comités. La loi de 1824 légalisa ces organisations. De ce jour, les travailleurs sont devenus une force en Angleterre. La masse, autrefois impuissante, divisée contre elle-même, ne demeura plus longtemps ainsi. A la force acquise par l'union et l'action commune, vint bientôt s'ajouter la force d'une trésorerie bien remplie: "la résistance de l'argent", comme l'appellent expressément nos frères français. Les choses sont maintenant entièrement changées. Pour le capitaliste, se laisser aller à une réduction des salaires ou à une augmentation des heures de travail, est devenu un risque dangereux.

De là, les violentes attaques de la classe capitaliste d'alors contre les syndicats. Cette classe avait toujours considéré sa politique de compression de la classe ouvrière comme un droit acquis et un privilège légal. Cette prétention est maintenant balayée. Il n'est donc pas étonnant que les capitalistes aient poussé de hauts cris et se soient considérés au moins autant lésés dans leurs droits et leur propriété que les propriétaires fonciers irlandais de nos jours.

Soixante ans d'expériences de lutte les ont ramenés à plus de modération. Les syndicats sont maintenant des institutions reconnues et leur action est admise comme régulateur des salaires tout autant que l'action des lois sur les entreprises et les ateliers est admise comme régulateur de la durée du travail. Bien plus, les patrons du coton dans le Lancashire ont même dernièrement arraché une page du livre des ouvriers et maintenant savent comment organiser une grève, si cela leur convient, aussi bien ou mieux que certains syndicats.

Ainsi, c'est à travers l'action des syndicats que la loi des salaires est imposée aux employeurs, et que les ouvriers des métiers bien organisés sont capables d'obtenir, .au moins approximativement, toute la valeur de la force de travail qu'ils louent à leurs employeurs; et que, avec l'aide des lois de l'État, les heures de travail sont fixées nu moins pour ne pas excéder de trop cette longueur maximum au-delà de laquelle la force de travail est prématurément épuisés. Ceci, cependant, est le maximum que les syndicats, tels qu'ils sont actuellement organisés, puissent espérer obtenir et cela seulement par une lutte constante, par une immense dépense de force et l'argent; et encore, les fluctuations économiques, une fois tous les dix ans au

moins, détruiront en un moment ce qui a été conquis et le combat devra recommencer. C'est un cercle vicieux auquel il n'y a pas d'issue. La classe ouvrière reste ce qu'elle était et ce que nos grands-pères chartistes n'avaient pas peur de l'appeler: une classe d'esclaves salariés. Est-ce que ce doit être là le résultat final de tout ce travail, de tous ces sacrifices et souffrances de la classe ouvrière? Est-ce cela qui demeure à jamais le plus haut but des ouvriers britanniques? Ou bien ceux-ci doivent-ils au moins essayer de briser ce cercle vicieux et trouver une issue dans une lutte pour l'abolition du système salarial dans son ensemble?

La semaine prochaine nous examinerons le rôle joué par les syndicats en tant qu'organisateurs de la classe ouvrière.

2ème partie

Londres, 28 mai 1881.

Aussi en détail que nous ayons considéré les fonctions des syndicats, nous avons constaté que leur rôle se limite à régulariser le taux des salaires et à assurer aux travailleurs, dans leur lutte contre le capital, au moins quelques moyens d'existence.

La lutte des travailleurs contre le capital, disons-nous. Cette lutte existe-t-elle, alors que les apologistes du capital peuvent dire le contraire? Elle existe et existera aussi longtemps qu'une réduction des salaires demeurera le moyen le plus sûr et le plus rapide pour accroître les profits; bien plus, aussi longtemps que le système salarial lui-même existera. L'existence réelle des syndicats est la preuve suffisante de ce fait; si leur raison d'être n'est pas de lutter contre les empiétements du capital, à quoi servent-ils alors? Rien ne sert de finasser. Aucun euphémisme ne peut cacher le fait désagréable que la société présente est principalement divisée en deux grandes classas antagonistes: en capitalistes, les propriétaires de tous les moyens pour l'emploi du travail, d'un côté; et les ouvriers, qui ne possèdent rien d'autre que leur propre force de travail, de l'autre. Le produit du travail de cette dernière classe doit être partagé entre les deux classes, et c'est ce partage qui est cause de la lutte continuelle entre les deux classes. Chaque classe essaye d'obtenir une part aussi grande que possible; et l'aspect le plus curieux de cette lutte, c'est que la classe ouvrière, qui combat pour obtenir seulement une part de son propre

produit, soit assez souvent accusée de voler en fait les capitalistes.

Mais la lutte entre deux grandes classes de la société devient nécessairement une lutte politique. Il en fut ainsi de la longue bataille entre la bourgeoisie ou classe capitaliste et l'aristocratie foncière; il en sera aussi ainsi du combat entre la classe ouvrière et ces mêmes capitalistes. Dans toute lutte de classe contre classe, le but vers lequel tend le combat est le pouvoir politique. La classe dirigeante défend sa suprématie politique, c'est-à-dire sa majorité assurée dans la législation: la classe inférieure combat, d'abord pour une part, ensuite pour la totalité de ce pouvoir, afin d'être en mesure de changer les lois existantes conformément à ses propres intérêts et desiderata. Ainsi la classe ouvrière d'Angleterre durant des années a combattu ardemment et même violemment pour la charte du peuple, qui devait lui donner ce pouvoir politique; elle fut battue, mais la lutte a fait une telle impression sur la bourgeoisie victorieuse, que cette classe, depuis lors, ne fut que trop heureuse d'obtenir un armistice prolongé au prix de concessions répétées au peuple ouvrier.

Maintenant, dans la lutte politique de classe contre classe, l'organisation est l'arme la plus importante. Et au fur et à mesure que l'organisation purement politique ou chartiste tombait en morceaux, l'organisation syndicale devenait de plus en plus forte, et à ce jour elle a atteint un degré de force encore inégalé par aucune organisation ouvrière dans les autres pays. Quelques grands syndicats, comprenant entre un ou deux millions d'ouvriers, soutenus par de petites organisations locales, représentent un pouvoir qui doit être pris en considération par le gouvernement, de la classe dirigeante, qu'il soit libéral ou conservateur.

Conformément aux traditions de leur origine et de leur développement dans ce pays, ces puissantes organisations se sont jusqu'ici limitées presque exclusivement à leur fonction de participant à la régularisation des salaires et des heures de travail, et d'imposer l'abrogation des lois ouvertement hostiles aux ouvriers. Comme nous l'avons déjà dit, elles ont agi ainsi avec d'autant plus d'effet qu'elles avaient une raison d'attendre. Mais elles ont obtenu plus que ce à quoi elles avaient limité leur action. La classe régnante, qui connaît leur force mieux qu'elles-mêmes, leur a fait volontairement des concessions qui vont au delà. La loi électorale de Disraeli a donné le droit de vote au moins à la plus grande partie de la classe ouvrière organisée. Aurait-il proposé cela, s'il avait supposé que ces nouveaux électeurs montreraient une volonté propre et cesseraient d'être menés par les politiciens libéraux des classes moyennes? Aurait-il été capable de faire voter cette loi, si la classe ouvrière, dans la direction de ses colossales organisations syndicales, n'avait elle-même prouvé son aptitude pour le travail politique et administratif?

Cette mesure réelle a ouvert une nouvelle perspective à la classe ouvrière. Elle lui a donné la majorité à Londres et dans toutes les villes industrielles, et ainsi lui a permis d'entrer dans la lutte contre le capital avec de nouvelles armes, en envoyant des hommes de sa classe au Parlement. Et ici, nous avons le regret de dire que les syndicats ont oublié leur devoir d'avant-garde de la classe ouvrière. La nouvelle arme est dans leurs mains depuis plus de dix ans, mais ils l'ont rarement dégainée. Ils ne devraient pas oublier qu'ils ne pourront pas continuer à tenir la position qu'ils occupent maintenant, s'ils ne marchent pas réellement à la tète de la classe ouvrière. Ce n'est pas dans

la nature des choses que la classe ouvrière d'Angleterre posséda le pouvoir d'envoyer 40 ou 50 ouvriers au Parlement et qu'elle se contente éternellement d'être représentée par des capitalistes ou leurs clercs, comme les avocats, les publicistes, etc.

Plus que cela, il y a de nombreux symptômes indiquant que la classe ouvrière de ce pays commence à comprendra qu'elle s'est engagée depuis quelque temps dans la mauvaise voie; que les mouvements actuels pour de hauts salaires et de courtes durées du travail]a maintiennent dans un cercle vicieux dans lequel il n'y a aucune issue; ce n'est pas le bas niveau des salaires qui constitue le mal fondamental, mais le système salarial lui-même. Cette connaissance, une fois largement répandue au sein de la classe ouvrière, la position des syndicats doit changer considérablement. Ils ne jouiront plus longtemps du privilège d'être les seules organisations de la classe ouvrière. A côté ou au-dessus des syndicats particuliers de métiers, alors surgira une union générale, une organisation politique de la classe ouvrière dans son ensemble.

Ainsi, il y a deux points que les métiers organisés feraient bien de considérer: d'abord, que le moment approche rapidement où la classe ouvrière de ce pays réclamera, avec une voix qui ne trompera pas, sa pleine part de participation au Parlement. Ensuite, qu'approche aussi rapidement le temps où la classe ouvrière aura compris que la lutte pour les hauts salaires et la réduction de la durée du travail — et toute l'action des syndicats actuellement repose sur cela — n'est pas une fin en soi, mais un moyen, un moyen très nécessaire et efficace, mais seulement un des multiples moyens d'aller vers une fin plus grande: l'abolition du système salarial dans son ensemble.

Pour la pleine représentation du travail dans le Parlement, aussi bien que pour la préparation de l'abolition du système des salaires, les organisations deviendront nécessaires non en tant que métier séparé, mais en tant que corps unique de la classe ouvrière. Et plutôt cela sera fait, mieux ça vaudra. Il n'y a pas de pouvoir dans le monde qui pourrait un jour résister à la classe ouvrière anglaise organisée comme un corps.

Classes sociales nécessaires et superflues

F.Engels, in The Labour Star, 6 août 1881

On pose souvent la question de savoir dans quelle mesure les différentes classes de la société sont utiles, voire indispensables. La réponse change évidemment pour chaque période historique[38] . Il y a eu indubitablement un temps où l'aristocratie foncière a été un élément inéluctable et nécessaire de la société. Cependant, il y a de cela longtemps, très longtemps. Puis ce fut le temps où la classe capitaliste - la bourgeoisie, comme l'appellent les Français - surgit avec une nécessité tout aussi inéluctable: elle lutta contre l'aristocratie foncière dont elle brisa le pouvoir politique pour conquérir à son tour l'hégémonie économique et politique. Toutefois, depuis qu'il existe des classes, il n'y a jamais eu d'époque où la société put se passer de la classe travailleuse. Le nom et le statut social de cette classe ont changé: le serf s'est substitué à l'esclave, jusqu'à ce que le travailleur libre ait pris le relais. (Par travailleur libre, il faut entendre le travailleur libéré du servage ainsi que de toute propriété ici-bas, en dehors de sa force de travail.)

Une chose est donc tout à fait claire: quels que soient les changements qui puissent se produire parmi les couches supérieures, non productives, de la société, nulle société n'a jamais pu vivre sans une classe de producteurs. Une

telle classe est donc nécessaire en toutes circonstances - même s'il doit arriver un temps où elle n'existera plus sous forme de classe, mais s'étendra à la société tout entière.

Cependant, quelle nécessité y a-t-il aujourd'hui à l'existence de chacune de ces trois classes?

C'est pour le moins un euphémisme de dire qu'en Angleterre l'aristocratie foncière est une classe inutile sur le plan économique, alors qu'elle est devenue un cancer qui ronge l'Irlande et l'Écosse, dont elle dépeuple la terre et les campagnes. Le seul mérite que peuvent revendiquer les propriétaires fonciers d'Irlande et d'Écosse est qu'ils provoquent des famines qui chassent les expropriés outre-Atlantique ou dans l'au-delà pour les remplacer par des moutons ou du gibier. Pour peu que la concurrence des denrées alimentaires, végétales ou animales, se poursuive encore, et l'aristocratie des propriétaires fonciers d'Angleterre - du moins la fraction qui pourra se le permettre parce qu'elle s'appuie sur la grande propriété foncière des villes - suivra la même voie. Quant au reste, la concurrence américaine des denrées alimentaires nous en débarrassera. Et nous ne nous en plaindrons pas, car leur action politique - tant à la chambre des Communes qu'à la chambre des Lords - est une véritable plaie pour la nation.

Mais qu'en est-il de la classe capitaliste, de cette classe éclairée et libérale qui a fondé l'Empire colonial britannique et a créé la liberté britannique; de cette classe qui a réformé le Parlement en 1831, a aboli les lois anticéréalières et a abaissé les taxes douanières les unes après les autres; de cette classe qui a donné vie aux gigantesques entreprises industrielles, à une immense

flotte commerciale et au réseau ferroviaire toujours plus étendu d'Angleterre, et qui continue à diriger tout cela? Cette classe n'est-elle pas au moins aussi nécessaire que la classe ouvrière, qu'elle dirige et qu'elle conduit de progrès en progrès?

La fonction économique de la classe capitaliste résidait effectivement dans le fait qu'elle créa le système moderne des industries mues à la vapeur et des moyens de communication, et qu’elle balaya sur sa route tous les obstacles économiques et politiques, qui freinaient ou entravaient le développement de ce système. Tant que la classe capitaliste remplit cette fonction, elle était indubitablement une classe nécessaire, étant donné les circonstances mentionnées. Mais la question est de savoir si aujourd'hui encore elle est nécessaire. Continue-t-elle de remplir sa fonction spécifique, qui est de diriger et d'élargir la production sociale au profit de toute la société? Voyons cela de plus près.

Considérons tout d'abord les moyens de communication, qui représentent l'infrastructure du mode de production capitaliste. Nous constatons que le télégraphe se trouve aux mains du gouvernement. Les chemins de fer ainsi qu'une grande partie des vapeurs de haute mer ne sont pas la propriété de capitalistes individuels, qui dirigent leur propre entreprise, mais de sociétés par actions, dont la gestion est confiée à des employés salariés, qui sont des fonctionnaires occupant, à tous les points de vue, la position de travailleurs plus élevés et plus payés que la moyenne.

En ce qui concerne les directeurs et actionnaires, ils savent fort bien tous deux que le trust fonctionne d'autant mieux que les premiers ne se mêlent pas de la direction de l'entreprise et que les seconds ne s'immiscent pas dans le contrôle des affaires. De fait, un contrôle très lâche et le plus souvent superficiel est la seule fonction qui reste aux propriétaires de l'entreprise. Ainsi donc, nous constatons que les propriétaires capitalistes de ces entreprises gigantesques n'ont plus à assurer aucune fonction, en dehors de celle qui consiste à encaisser deux fois par an leurs dividendes. La fonction sociale du capitaliste est passée ici aux mains d'agents rémunérés, cependant que le capitaliste continue d'empocher sous forme de dividendes la rémunération pour les fonctions qu'il a cessé d'exercer depuis longtemps.

Mais le capitaliste, que le développement des grandes entreprises en question a forcé de "se retirer" de leur direction, conserve néanmoins une autre fonction. Celle-ci consiste à spéculer en bourse avec ses actions. Ne sachant que faire d'autre, nos capitalistes "retraités" - ou plus exactement: devenus superflus - spéculent à cœur-joie dans les temples de Mammon. Ils s'y rendent avec l'intention délibérée de faire de l'argent, justifiant ainsi les sommes qu'ils raflent. Malgré cela, ils affirment que le travail et l'épargne sont la source de toute propriété - source peut-être, mais sûrement pas point d'arrivée! Quelle hypocrisie de fermer quelques petites maisons de jeu par décret de police, alors que la société capitaliste ne peut se passer d'une gigantesque maison de jeu, où se gagnent et se perdent des millions et des millions, et qui représente son nerf vital le plus important. Mais, ici, l'existence du capitaliste retraité qu'est le propriétaire d'actions n'est pas seulement superflue, mais encore ouvertement nuisible.

Ce qui est vrai pour les chemins de fer et la navigation à vapeur le devient chaque jour davantage pour toutes les grandes entreprises industrielles et commerciales. Le lancement de grandes affaires par la transformation de grandes entreprises privées en sociétés par actions a été à l'ordre du jour durant ces dix dernières années et continue de l'être. Depuis les grandes maisons de la City de Manchester aux grandes entreprises sidérurgiques et mines de charbon du Pays de Galles et du nord de l’Angleterre, ainsi qu'aux fabriques du Lancashire, tout était ou est objet de lancement de grandes affaires. C'est à peine s'il reste une seule fabrique de coton entre les mains privées dans tout Oldham. Qui plus est, le commerçant privé est de plus en plus remplacé par les magasins en coopératives, dont la grande majorité n'ont de coopératives que le nom - mais nous y reviendrons une autre fois. Tout cela nous montre que c'est précisément le développement du système de production capitaliste qui rend le capitaliste aussi superflu que l'artisan tisserand, à cette seule différence près que le tisserand a été condamné à mourir lentement de faim et que le capitaliste, devenu superflu, est condamné à mourir lentement de suralimentation. Ils n'ont qu'une chose en commun: ni l'un ni l'autre ne savent ce qu'ils vont devenir.

Quoi qu'il en soit, le résultat est le suivant: le développement économique de la société moderne tend à une concentration toujours plus forte, à une socialisation de la production sous forme d'entreprises gigantesques qui ne peuvent plus être dirigées par des capitalistes privés.

Tout le bavardage autour de "l'œil du maître" et des miracles qu'il accomplit devient pur non-sens, dès lors

qu'une entreprise a atteint une certaine ampleur. Que l'on imagine "l'œil du maître" au chemin de fer de Londres et du Nord-Ouest! Mais ce que le maître ne peut plus faire, ce sont les travailleurs, les employés salariés de la compagnie qui peuvent le faire, et avec succès.

Ainsi donc, à l'avenir, le capitaliste ne pourra plus justifier son profit comme "salaire de direction et de contrôle", car il ne dirige et ne contrôle plus rien. Souvenons-nous de tout cela, lorsque les défenseurs du capital nous écorchent les oreilles avec cette phrase creuse!

Dans le numéro de la semaine dernière[39] nous nous sommes déjà efforcés de montrer que la classe capitaliste est devenue incapable, en outre, de diriger l'immense système productif de notre pays: d'une part, la production a pris une extension telle que tous les marchés sont périodiquement engorgés de marchandises; d'autre part, elle est devenue de plus en plus inapte à faire face à la concurrence étrangère. En somme, nous estimons non seulement que nous sommes tout à fait en mesure de diriger la grande industrie du pays sans que la bourgeoisie s'en mêle, mais encore que son immixtion provoque des ravages croissants.

Nous lui disons donc: "Démissionnez! Donnez à la classe ouvrière l'occasion de montrer ce dont elle est capable!"

Organisation rétrograde des vieux syndicats

Engels à Bebel, 28 octobre 1885

Une forte pression s'exerce sans discontinuer sur toutes les branches d'industrie décisives en Angleterre aussi bien qu'en France et en Amérique. C'est une situation inouïe, encore qu'elle soit la conséquence inévitable du système capitaliste lui-même: une surproduction si énorme qu'elle ne débouche même pas sur une crise. La surproduction de capital disponible en quête d'un placement est si forte que le taux d'escompte oscille effectivement en Angleterre entre 1 et 1,5 % par an, et qu'il est possible de se procurer des liquidités à court terme à moins de 1,2 % l'année, soit dans les conditions d'un paiement au jour le jour ou à vue (money on call). Le fait que les banquiers préfèrent placer ainsi leur argent plutôt que de l'investir dans des entreprises industrielles nouvelles prouve qu'ils reconnaissent que toutes les affaires leur semblent véreuses. Cette crainte d'entreprendre des placements nouveaux et de spéculer à une large échelle qui s'est déjà manifestée lors le la crise de 1867, explique essentiellement pourquoi on n'aboutit pas à une crise aiguë.

Finalement, elle devra éclater cependant, et il faut espérer qu'elle mettra fin alors aux vieux syndicats. Ceux-ci ont tranquillement conservé les caractéristiques corporatives de leurs débuts, et celles-ci deviennent de jour en jour plus insupportables. Vous croyez peut-être que n'importe quel

ouvrier de la profession peut adhérer sans façon aux syndicats de mécaniciens, de charpentiers, de maçons, etc? Absolument pas. Pour pouvoir adhérer, il faut avoir été attaché comme apprenti pendant un certain nombre d'années (le plus souvent sept) à quelqu'un qui appartient au syndicat. Cette mesure, qui devait limiter le nombre des ouvriers, s’est cependant avérée tout à fait inefficace, sans parler du fait que le maître de "l’apprenti" touchait un argent pour lequel il ne travaillait pas. Cela pouvait se concevoir à la rigueur jusqu'en 1848. Mais il y a eu depuis un essor inouï de l'industrie, qui a produit une classe d'ouvriers aussi nombreuse, sinon plus, que celle des ouvriers "qualifiés" des syndicats. Or, ces ouvriers nouveaux sont aussi actifs, sinon plus, que les ouvriers "qualifiés", mais ne peuvent faire partie des syndicats.

Les ouvriers "qualifiés" se développent littéralement en vase clos, grâce aux règlements corporatifs des syndicats. Tu t'imagines sans doute que ces syndicats pensent qu'il faut abolir toutes ces stupidités? Pas le moins du monde. Je n’ai pas souvenir d'avoir jamais lu la moindre proposition en ce sens à un quelconque congrès syndical. Ces têtes folles, au lieu de suivre le développement de la société, veulent que la société s’adapte à eux. Ils s'accrochent à leurs superstitions traditionnelles, qui ne font que leur nuire à eux-mêmes, au lieu de se débarrasser de tout ce fatras, en doublant du même coup leur nombre et leur puissance, afin de redevenir effectivement ce qu'ils sont de moins en moins chaque jour, à savoir: des associations regroupant contre les capitalistes tous les ouvriers du métier. Tout cela te fera mieux comprendre bien des choses dans l'attitude de ces ouvriers privilégiés.

La grève des dockers londoniens

F.Engels, 1889

Je vous envie pour le travail que vous avez accompli durant la grève des dockers. C'est le mouvement le plus prometteur que nous ayons connu ici depuis des années, et je suis fier et heureux de l'avoir vécu avec vous tous. Si seulement Marx vivait encore pour assister à cet événement![40] Dès lors que ces pauvres esclaves - qui forment la couche sédimentaire la plus profonde du prolétariat et la catégorie la plus misérable de toutes, étant contrainte de lutter tous les matins devant les portes des docks pour trouver du travail - trouvent moyen de former un syndicat et de faire trembler par leur esprit de décision les puissantes sociétés des docks, nous n'avons plus en vérité à douter de quelque groupe que ce soit au sein de la classe ouvrière.

C'est le commencement d'une véritable vie dans les quartiers Est de Londres, et si le mouvement est victorieux, toute la partie Est s'en trouvera transformée. Étant donné le traditionnel manque d'organisation et de confiance en soi de ces pauvres diables qui végètent dans une misère perpétuelle, on pouvait dire: "Voi ch'intrate, lasciate ogni speranza" (Vous qui entrez ici, abandonnez toute espérance!)[41] . Si les ouvriers des docks s'organisent, toutes les autres catégories suivront. C’est un magnifique

mouvement, et une fois encore: j'envie tous ceux qui ont pu prendre part à cette œuvre.

Grève générale et barricades

F. Engels à Karl Kautsky, 1893

Ede (Bernstein) m'a lu hier soir les commentaires sur son article relatif à la grève générale comme arme de lutte politique[42] . Je lui ai conseillé fermement de ne pas écrire l'article en question. A mon avis, son article sur l'histoire du suffrage des trois classes lui a déjà donné suffisamment la réputation d'un homme, qui raisonne en doctrinaire et en homme d'études sur les questions de la praxis immédiate, à partir de l'extérieur du mouvement et en ayant perdu le contact avec les masses[43] . Quoi qu'il en soit, en ce qui me concerne, je suis tout à fait d'avis qu'un tel article aurait en ce moment précis un effet tout à fait nuisible. On pourrait le rédiger de manière aussi prudente et le jauger aussi impartialement que l'on voudra, la Volkstribune viennoise en extrairait les passages qui lui conviennent, les imprimerait en gros caractères, et les utiliserait contre les gens qui ont déjà beaucoup de mal à contenir les Viennois qui veulent effectuer un coup de main irréfléchi.

Tu affirmes toi-même que les barricades sont dépassées (pourtant, elles peuvent redevenir utiles, dès lors que l'armée est socialiste à un tiers ou aux deux-cinquièmes, et qu'il importe de lui donner l'occasion de basculer). Or, la grève politique doit, ou bien triompher tout de suite - simplement par la menace (par exemple en Belgique[44] où l'armée était TRES chancelante), ou bien elle finira dans le ridicule complet, ou bien elle nous conduira directement sur les barricades. Mais proposer cela à Vienne? Là où on

vous massacrerait, en faisant intervenir les Tchèques, les Croates, les Ruthènes, etc. Que l'affaire de Vienne se décide d'une façon ou d'une autre, avec ou sans grève générale politique, la question restera toujours d'actualité pour la Neue Zeit. Néanmoins, on ne ferait qu'apporter des arguments aux têtes chaudes, en discutant actuellement, sur le plan théorique général, du pour et du contre de cette arme de lutte...

Notes

[←1]

La notion même de statistique, chez Marx, n'est pas liée au travail sociologique, mais à l'action pour l'organisation des travailleurs, à la capacité de connaître son "armée" et ses ennemis. On a écrit et dit toutes sortes de choses sur l'enquête ou la sociologie présumée de Marx, sans saisir, à de rares exceptions près, l'essentiel: l'enquête était pour Marx un outil d'organisation, mais elle ne remplaçait pas le travail de recherche et de codification des statistiques bourgeoises, nécessaire pour avoir une image dynamique des tendances en cours du capitalisme et pour identifier les contradictions et les frictions entre les classes. Dans ce sens, une simple statistique des travailleurs ou une exaltation de l'expérience ouvrière se réduit à un simple étalage de compétences littéraires, où l'on découvre l'eau chaude concernant le comportement des prolétaires face au travail et à la société en général, mais cela a très peu à voir avec le travail politique, avec la tactique et la stratégie nécessaires à l'action révolutionnaire. Pour nous, cela reste la loi: celui qui ne fait pas d'enquête n'a pas droit à la parole, entendue comme la capacité de connaître la situation et ses particularités, en analysant le positionnement et le mouvement de toutes les classes.

[←2]

Pour un bref aperçu du tissu productif français. La petite et moyenne industrie prédomine, mais elle est monopolisée et liée à des entreprises plus grandes en termes d'organisation du travail et de taille de l'actionnariat: 94% des entreprises ont moins de 10 employés, 5% ont entre 10 et 50 employés, 1% ont entre 250 et 5000 employés et 1% ont plus de 5000 employés. Près de 50% du total des salariés travaillent dans des entreprises de moins de 250 salariés, et 21% (près de 5 millions de salariés) dans des entreprises de moins de 10 salariés. A côté de cela, nous avons une immigration historique coloniale, avec des immigrants de 3 ou 4 générations. Il existe cependant de nouveaux flux migratoires importants traditionnellement liés aux zones coloniales françaises. Données 2019, 46,5% des immigrés vivant en France sont nés en Afrique. 33,3 % sont nés en Europe. Les pays de naissance les plus fréquents sont l'Algérie (22,6 %), le Maroc (15 %), le Portugal (9 %), la Tunisie (4,5 %), l'Italie (4,3 %), la Turquie (3,7 %) et l'Espagne (3,6 %). Il est pratiquement inutile de rapporter les chiffres pour les pays du sud du Sahara en raison de l'impossibilité de disposer de données statistiques sur la masse d'immigrants prolétaires non enregistrés. Si nous voulons utiliser comme paramètre l'aide médicale (qui est donnée gratuitement aux immigrés clandestins); en 2019 il y a eu près de 450 000 accès. Si nous voulons interpréter le chiffre nous pourrions parler de près d'un million de "clandestins" en France, sur une population de 70 millions d'habitants au total, avec un pourcentage de migrants documentés qui couvre 10% de la population totale.

Un fait à considérer est la concentration de ce secteur principalement dans les zones urbaines (80% des immigrants vivent dans des villes de plus de 250.000 habitants). Ceci est vrai pour les enfants des immigrants précédents (2-3 générations).

Un autre phénomène important est celui des données démographique; la France a été pendant de nombreuses années une nation en contraste avec le cadre européen, mais l'anomalie française s'estompe; atteignant la courbe descendante que l'on retrouve dans les autres pays de la communauté européenne.

[←3]
https://www.insee.fr/

[←4]
Prenons l'AGFPN (*Association de Gestion du fonds Paritaire National*); une structure mixte syndicat-padron; quelque chose à mi-chemin entre le Front Populaire des années trente et le régime économique de Vichy. Son objectif (comme on peut le lire sur la page d'accueil du site);est de gérer les fonds.Cet argent, destiné au "financement du dialogue social"; c'est-à-dire, de donner des fonds aux grévistes. Plus de 130 millions d'euros par an, dont environ 90 à la charge des entreprises (qui doivent payer une sorte de taxe supplémentaire sur le travail égale à 0,016 % de la masse salariale fournie) et le reste à la charge de l'État.
Dans le langage du corporatisme; tout cela s'appelle "le paritarisme" est la mission confiée à son conseil de 32 membres dirigé par le président Frédéric Scillot, un syndicaliste de la CGT, et son adjoint Jean-Luc Monteil, qui représente le Medef, la Confindustria française. Les comités d'entreprise, dans lesquels travaillent au moins 50 000 syndicalistes, sont diversement financés par les directions d'entreprise et (la France étant un pays descendant) les comités d'entreprise sont à leur tour encadrés par des organes centraux. Un seul exemple: la CCAS (*Caisse Centrale d'Activités Sociales*) du secteur de l'électricité. La CCAS, strictement contrôlée par la CGT, emploie plus de 3800 salariés et reçoit chaque année 380 millions d'euros d'EDF et l'ENEL français (1% du chiffre d'affaires). Contrairement à l'AGFPN, qui doit envoyer un projet de budget à la Cour des comptes, le CCAS n'a de comptes à rendre à personne. Donc, personne n'est en mesure de dire s'il existe une "muraille de Chine" entre son budget et celui de la CGT. Nous parlons de la CGT, parce que c'est la centrale syndicale en France. Si un tel niveau de propriété étatique est présent dans la CGT, nous pouvons imaginer l'ampleur des autres syndicats.

[←5]
 Les batailles syndicales aux Etats-Unis pour le salaire minimum ont commencé dans des secteurs hautement précaires comme McDonald's et Amazon.

[←6]

Nous aimons nous souvenir du discours prononcé en 1935 à Paris lors du *Congrès International des Écrivains*

[←7]

K.Marx, *Critique du programme de Gotha*

[←8]

Ce qui se manifeste directement dans le rôle qu'ils jouent au sein des organisations et des mouvements.

[←9]

Marx et Keynes, de P.Mattick

[←10]

Au niveau politique, on parle de la *fascisation* de la société; du rôle croissant de l'État en tant qu'agent militaire. D'un point de vue bourgeois, il y a un désir évident d'indiquer la phase actuelle comme néo-libérale. C'est-à-dire avec un État léger; une légende à laquelle tous les intellectuels de gauche ont adhéré. En réalité, c'est tout le contraire, l'État est devenu de plus en plus central politiquement et économiquement, comme une tentative de réguler la production volcanique et l'anarchie du marché. La *fascisation* ne désigne pas les bandes de nazis nostalgiques (qui ont aujourd'hui un poids très faible dans la société), mais un mécanisme de militarisation de la vie politique qui affecte la société dans son ensemble. Aujourd'hui, nous pouvons parler, en ce qui concerne les politiques militaires des États, d'un front interne: contre les segments du *prolétariat sans réserves* concentrés dans les métropoles. En même temps, nous avons un front externe: en ce qui concerne la concurrence entre les États. Ce n'est pas en contradiction avec la forme parlementaire démocratique, au contraire, elle trouve dans cette formule un de ses instruments majeurs.

[←11]

Subsomption formelle et réelle des activités économiques dans le capital:

Le capitalisme a subsumé les activités productives qui existaient dans les modes de production antérieurs et en a créé de nouvelles; il produit des choses qui étaient produites auparavant:nourriture, vêtements, logement, etc. et des choses qui n'étaient pas produites auparavant: radio, services de santé, transports, internet, etc. Les activités productives qui existaient déjà ont subi un processus de subsomption formelle ou de subsomption réelle.

La subsomption formelle consiste en l'absence de variation du contenu du processus de travail mais en la transformation de la relation entre le travailleur et le reste de la société . Par exemple: le paysan passe du travail de son lopin de terre pour l'autoconsommation ou au service du noble féodal, au travail pour un capitaliste; devenant ainsi un salarié et un ouvrier agricole. Son travail, cependant, reste pour l'instant inchangé.

La subsomption réelle consiste en la transformation par le capitaliste du contenu du procès de travail: il introduit de nouveaux rythmes de travail, augmente (ou réduit) le nombre de travailleurs, les rassemble dans des entreprises, les fait travailler ensemble dans des chaînes, adopte de nouvelles machines, change ce qui est produit, etc. afin d'augmenter la valorisation du capital (d'augmenter la productivité du travail). Par exemple, dans ce cas, l'agriculteur passe d'un travail sans machines avec une utilisation réduite d'engrais et une culture non intensive etc. à un travail avec des outils modernes, l'utilisation de produits chimiques, une productivité plus élevée, moins de pauses, etc.

[←12]

"Plus le paupérisme s'accroît pour les masses prolétariennes, plus la bourgeoisie sent le besoin de détourner la colère vers des boucs émissaires. C'est ainsi que du dirigeant des "Patriotes" Florian Philippot à Eric Zemmour et Alain Soral, en passant par ce qu'à tenté Kuzmanovic au sein des "Insoumis", on voit que le concept marxiste *d'armée de réserve du Capital* est détourné pour amener l'ouvrier français à identifier dans une même mesure que sa lutte contre le capital passerait par une lutte contre l'immigration. Pire encore, repris également par *Gilles Questiaux* à l'intérieur du PCF ou par divers personnalités ou groupes se revendiquant 'à gauche' " Théorie Communiste, 2018, forum sur facebook

[←13]

Drizdo Losovsky, *Programme d'action de l'Internationale syndicale rouge*, 1921, www.association-radar.org

[←14]

La lutte de classe exprime, dans son sens le plus profond, non pas tant la lutte entre deux groupes sociaux statistiquement et sociologiquement définis; mais l'affrontement entre deux forces sociales antagonistes: le mouvement du capital contre le mouvement du socialisme, à travers deux alignements organisationnels et politiques agissant comme agents de ces forces. La formule: "prolétaires contre bourgeois" est une formule destinée à décrire de manière marxiste la société contemporaine, mais ce n'est pas une formule marxiste de la révolution. La formule correcte dans ce cas est:"communisme contre capitalisme". Mais, dira-t-on, ce sont bien des Hommes qui luttent entre eux! Qui le nie? Dans l'infini entrelacement de l'histoire, la forme qui meurt et celle qui naît déterminent l'alignement de leurs agents et de leurs partisans, qui luttent entre eux, mais qui ne sont informés du cours de cette transition qu'à des degrés extrêmement divers. Ce n'est pas après avoir fait un cours de philosophie de l'histoire, mais après s'être engagé dans un alignement organisationnel et politique, que l'on pourra utiliser la formule "communistes contre capitalistes" (si alors nous comprenons par capitalistes, non pas les détenteurs du capital, mais les partisans et les défenseurs du système capitaliste). Par conséquent, d'un côté on trouve les capitalistes, non seulement comme détenteurs du capital, mais aussi comme partisans et défenseurs du capitalisme. Leur ‘programme de classe’ est le reflet de l'existence et de la perpétuation des formes de production capitaliste. Il trouve dans l'État, appareil politique, administratif et militaire, et donc, l'organe qui défend ce système et en assure la reproduction complexe. De l'autre côté, se situent les communistes qui visent au dépassement de cette société fondée sur la domination du travail mort (machine) sur le travail vivant (homme).

[←15]

En voulant simplifier, nous partons de deux considérations préliminaires: le rôle que le prolétariat joue dans le processus de production et si elle a la propriété des moyens de production. Par conséquent, on arrive à une troisième: le manque de réserves, l'incapacité d'accumuler.

[←16]

Cela ne signifie pas que l'organisation révolutionnaire ne prend pas en compte cette catégorie de travailleurs. Il est d'une importance capitale, par exemple, le travail politique dans les forces armées et tous les chiffres technico-scientifiques etc. Dans l'organisation révolutionnaire, il n'y a pas de catégories, mais on se reconnaît entre camarades à travers le programme et l'action révolutionnaire. Si on sort de cette approche, on finit par reproduire sur le plan politique une organisation "travailliste". Une autre division consiste à concevoir l'organisation comme un ensemble culturel ou parlementaire mais ici nous aboutissons à l'opportunisme et au révisionnisme les plus sombres. Il n'y a pas de modèle pour d'organisation révolutionnaire; la lutte invariable des marxistes a été de concevoir une organisation révolutionnaire qui serait capable de faire une synthèse de toutes les formes légales et illégales de lutte, mais ayant toujours en son centre la dimension politico-militaire de la lutte des classes.

[←17]

Le parti révolutionnaire est l'organisation politico-militaire du prolétariat où le travail légal et illégal est toujours combiné. C'est dans le parti révolutionnaire que le prolétariat exerce finalement son point de vue politique. Mais cette organisation n'est pas une entité métaphysique; elle se développe à travers un processus dialectique fait d'accélérations et de freinages mesurés dans la lutte des classes. Cette organisation ne peut être considérée comme un espace "protégé". Le parti lui-même est traversé par la lutte des classes. Les risques d'opportunisme ou de sectarisme sont toujours présents. Si nous allons au-delà de cette approche, nous tombons dans le pur mysticisme organisationnel; qui oscille entre le volontarisme militant et le sectarisme religieux. Même en l'absence de l'organisation, lutter pour un point de vue politique prolétarien signifie travailler avec "l'esprit de parti", même quand on est simplement une fraction de communistes, dans des phases où la formalisation de l'organisation est impossible.

[←18]

Parler des masses, cependant, ne doit pas être une excuse pour justifier la passivité et l'opportunisme lui-même. Trop souvent, l'excuse des masses a été ouvertement utilisée comme une excuse pour le camp adverse. Un exemple parmi d'autres est la question militaire. Il est clair que la question militaire est liée aux rapports de force entre les classes. Mais d'attendre l'heure X est tout simplement nier qu'il y a un problème d'accumulation de forces, d'expérience, de capacité à frapper et à affaiblir les maillons faibles de l'ennemi; de refuser tout cela c'est être un opportuniste. Ce n'est pas la guérilla, la violence prolétarienne ou l'autodéfense elle-même qui démoralise, mais le manque d'organisation, d'esprit de parti en action. Toute opération militaire, quelle que soit la guerre, entraîne une certaine désorganisation dans les rangs des combattants. On ne peut pas en tirer la conclusion qu'il ne faut pas faire la guerre. On doit en conclure qu'il faut apprendre à faire la guerre.

[←19]

Les problèmes liés à l'action syndicale: le poids des bureaucraties, les mécanismes d'intégration dans l'État, le patriotisme syndical, etc.(que nous pouvons définir comme des attitudes opportunistes) doivent être combattus; mais il est inutile de les éviter a priori, en se plaçant en dehors de l'action syndicale-sociale elle-même.Un autre exemple lié à la référence ci-dessus est des certains groupes sociaux qui ne sont pas directement prolétaires, comme la paysannerie ou plus généralement pour les régions soumises à la domination des pays impérialistes.

[←20]

Proudhon: Ouvrage cité tome I, pp. 110 et 111. Proudhon: système des contradictions, ou philosophie de la misère

[←21]

Proudhon: Ouvrage cité. tome I, pp. 281 et 262.

[←22]

Proudhon: Ouvrage cité, Tome I. pp. 237 et 235.

[←23]
Proudhon: Ouvrage cité, Tome I. pp. 237 et 235.

[←24]

C'est-à-dire les socialistes de l'époque, les fouriéristes en France, les partisane d'Owen en Allemagne. (Note d'Engels pour l'édition de 1885.)

[←25]

États, au sens historique tels qu'ils existant à l'époque féodale, c'est-à-dire des états possédant des privilèges précis et limités. La révolution bourgeoise abolit ces états et leurs privilèges. La société bourgeoise ne connaît plus que des classes. C'était donc une contradiction historique que de désigner le prolétariat noua le nom de “quatrième état”. (Note d'Engels pour l'édition de 1885.)

[←26]

Ici, comme dans la suite de ce texte. Marx désigne par “ lois céréales ” les “ lois sur les céréales ”

[←27]
“ … ne vous laissez pas en imposer ”

[←28]

Marx parle à contrecœur de droit et de devoir, comme en témoigne sa lettre à Engels, du 4 novembre 1864 :
“J'ai été obligé d'accueillir dans le Préambule des Statuts, deux tirades sur le droit et le devoir, ainsi que la vérité, la morale et la justice, mais je les ai placées de telle sorte qu'elles ne causent pas de dommage.” Le 20 octobre 1882, Engels écrivait à ce sujet à Bernstein : “Les Considérants communistes de 1880 sont remplacés (chez Malon et Brousse] par ceux des Statuts de l'Internationale de 1864 qui durent être ainsi rédigés parce que les proudhoniens français étaient tout à fait arriérés et ne pouvaient cependant être exclus du mouvement”.

[←29]

Voir l'ouvrage: Misère de la philosophie, réponse à la Philosophie de la misère de M. Proudhon. Paris, 1847. Franck éditions, Chap. V. “Les grèves et les coalitions ouvrières”.

[←30]
P.-J. Proudhon : De la capacité politique des classes ouvrières. Paris, Lacroix et Cie, éd. 1868.

[←31]
Ouvrage cité

[←32]
Ouvrage cité

[←33]
Ouvrage cité

[←34]

Il s’agit du résultat des travaux de la commission parlementaire britannique sur le sweating system, qui eut, entre autres conséquences non désirées, comme résultat de pousser le mouvement Trade unioniste vers le nouvel unionisme, une forme anglaise de syndicalisme révolutionnaire. Le rapport dénonçait les conditions faites aux travailleurs précaires et aux manœuvres spécialisés.

[←35]

Le texte de référence est abîmé. La question tourne autour de l’effet des cadences induites par l’utilisation d’une force motrice centralisée sur les cadences et la santé physique et nerveuse de l’ouvrier.

[←36]

Il s’agit du prêteur sur gage. Le crédit municipal, l’héritier des monts de piété, ne semble pas aujourd’hui être utilisé par la classe ouvrière. Le système bancaire moderne offre, aujourd’hui d’autre possibilité de crédit, le découvert, par exemple.

[←37]

Il s’agit du nom générique donné à l’époque aux syndicats, illégaux à l’époque. la loi abrogeant la loi Lechapelier de 1792, date de 1884.

[←38]

Cet article est le dernier de la série écrite par Engels pour *The Labour Standard.* Il rejoint la conclusion de Marx dans Le *Capital* à propos des classes superflues, productives et improductives. (Cf. *Un Chapitre inédit du 'Capital'*, 10/18, 1971, p. 224, 40, et l'*Introduction*, chap. "Fonctions du capitaliste", p.50-53, 58-62.)

[←39]

Engels fait allusion à l'article intitulé “Coton et fer”, publié le 30 juillet 1881 dans le même journal.

[←40]

Ce petit article, extrait d'une lettre d'Engels à Eléanor Marx, a été publié dans le numéro 35 du *Labour Elector,* 31 août 1889, puis, en langue allemande, dans la *New Yorker Volkszeitung*, 5 septembre 1889, et la *Berliner Volkszeitung,* 26 octobre 1889.

[←41]

Cf. DANTE, *La Divine Comédie*, 1re partie, “L'Enfer”, 3e chant. Engels fait allusion à l'article de Bernstein sur *les Élections au Landtag prussien et la social-démocratie*, paru dans la *Neue Zeit*, n° 52, 1892-93.

[←42]

Kautsky avait demandé à Bernstein d'écrire un article sur la grève générale, pour la *Neue Zeit*, organe de la social-démocratie allemande. Dans sa lettre à Engels, Kautsky lui avait expliqué qu'il avait formé ce projet, parce qu'on lui avait envoyé d'Autriche un article contre la grève générale. Bernstein publia l'article demandé par Kautsky, dans la *Neue Zeit* de février 1893. En l'occurrence, Il s'agissait de faire grève pour obtenir le suffrage universel. Cependant, la lettre d'Engels est très intéressante, car elle explique quel peut être le rôle de la grève générale *dans l'assaut révolutionnaire*. En tout cas, ces explications complètent la vision de Marx-Engels sur la grève générale expropriatrice qu'ils condamnent, lorsqu'elle est conçue à la manière des anarchistes qui estiment que c'est là un moyen suffisant pour que les travailleurs reprennent possession des moyens de production, alors que, pour le marxisme, la grève générale n'est qu'*un moyen pour conquérir le pouvoir politique*. Tout comme la lutte des barricades (cf. Marx-Engels, *la Commune de Paris de 1871*, Paris, 10-18, p. 259-262), l'arme de la grève n'est pas un moyen de lutte dépassé : tous deux ont leur place *déterminée* dans le combat révolutionnaire des pays industrialisés.

[←43]

Engels fait allusion à l'article de Bernstein sur *les Élections au Landtag prussien et la social-démocratie*, paru dans la *Neue Zeit*, n° 52, 1892-93.

[←44]

En 1890-1893, un mouvement de masse avait réclamé l'instauration du suffrage universel en Belgique. Le Conseil général du Parti ouvrier belge avait proclamé une grève générale politique, après que la Chambre ait refusé de voter le suffrage universel. Bientôt la loi passa au Sénat (le 29 avril), sous la pression des masses.

Dans la même lettre à Kautsky, Engels écrit à ce propos : “Pour en revenir encore à la grève générale, il ne faut pas que tu oublies que les dirigeants belges furent tout heureux que l'affaire se soit bien passée, ils ont eu suffisamment peur d'être contraints de mettre leur menace à exécution : eux-mêmes ne voyaient que trop bien qu'ils étaient en mesure de faire bien peu de choses. Et cela dans un pays essentiellement industriel et avec une armée peu disciplinée, tout à fait chancelante, une sorte de milice. Mais s'il est tout de même possible d'exécuter quelque chose en face d'une telle armée, il en va autrement en Autriche, où le paysan prédomine, l'industrie est encore relativement faible et dispersée, les grandes villes peu nombreuses, les nationalités dressées les unes contre les autres, et les socialistes ne représentent que 10% de la population (adulte et masculine, bien sûr).”